

DOSSIER DE DEMANDES DE COMPLEMENTS

Demande de permis de construire n°PC 046 320 23 90004 relative au projet de centrale photovoltaïque au sol de Tour-de-Faure (46)



Maître d'ouvrage :

TS001TOUR

39 Rue du Languedoc

31000 Toulouse

Autorité organisatrice :

Préfecture - Lot

Pl. Jean Jacques Chapou

46000 Cahors

Trinasolar



**PRÉFET
DU LOT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

INTRODUCTION

La société TS001TOUR a déposé une demande de permis de construire n°PC 046 320 23 90004 en date du 02 novembre 2023 pour instruction. Le dossier comprend les pièces réglementaires nécessaires à toute demande de permis de construire, une étude d'impact et un résumé non technique de cette étude.

Le projet consiste à la construction d'une centrale photovoltaïque au sol équipée de structures suivant la course du soleil sur un axe est-ouest, d'un poste de livraison et sept postes de transformation, de pistes et clôtures. Le projet est situé au lieu-dit « Les Places » sur la commune de Tour-de-Faure (46330). Le projet s'étend sur une surface d'environ 16,7 ha pour une puissance totale d'environ 19,3 MWc.

L'autorisation sollicitée est un permis de construire. Cette demande est soumise à **enquête publique**.

Le 23 novembre 2023, le Directeur Départemental des Territoires du Lot (DDT46) a informé le porteur du projet de :

- la modification du délai d'instruction de la demande de permis ;
- la demande de pièces manquantes dans le dossier de demande de permis.

L'objet de ce document est d'apporter les éléments et précisions requis par la DDT46 afin de poursuivre l'instruction de la demande de permis de construire n°PC 046 320 23 90004.

DEMANDES DE COMPLEMENTS :

1. Formulaire Cerfa :

Dans la rubrique 5.1 – Architecte, le numéro de récépissé de déclaration du projet à l'ordre des architectes correspond à un projet situé à Durbans. Il convient de changer le numéro.

➤ Réponse du porteur de projet :

Nous notons qu'une erreur est effectivement présente concernant le numéro de récépissé de déclaration du projet à l'ordre des architectes. Le bon numéro est le suivant : S11736PC000399469

Le formulaire cerfa corrigé est présenté en Annexe 1.

2. PC02 :

Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier :

- faire apparaître distinctement les arbres existants, supprimés et ajoutés, le cas échéant ;
- faire apparaître des courbes ou points de niveau de terrain ;
- sur la PC2 et les zooms 1, 2 et 3 fournis : préciser ce que représente le pourtour noir encerclant les panneaux photovoltaïques, si cette « limite » sera matérialisée et de quelle nature le cas échéant (teinte, matériaux, hauteur etc) ;
- préciser sur la PC2 et les zooms 1, 2 et 3 fournis, ce que représentent les chemins en limite Est et Ouest du projet, s'ils font partie de l'emprise du projet avant et/ou après et leur devenir le cas échéant ;
- matérialiser clairement les pistes intérieures, conformément à la légende.

➤ Réponse du porteur de projet :

Nous joignons en Annexe 2 la nouvelle pièce PC02 comprenant :

- Le plan de masse de l'implantation modifié : l'emprise de la centrale a été réduite légèrement au sud-ouest afin de conserver le chemin existant « Route des Placettes », ainsi qu'à l'est afin de conserver le chemin d'exploitation existant. Le projet conserve donc une bande boisée de 20,0m depuis la délimitation du chemin existant à l'Ouest.

- L'ajout d'un plan faisant apparaître les arbres existants qui seront conservés, les arbres inexistants ou qui devront être supprimés (dans le cadre de la demande de défrichement), et les arbres ajoutés.

- L'ajout d'un plan faisant apparaître la topographie avec les courbes de niveau du terrain naturel.

En ce qui concerne le pourtour noir encerclant les panneaux photovoltaïques, il s'agissait de la délimitation de la piste intérieure. Le code couleur a été modifié afin de se conformer à la légende. Cette limite sera matérialisée simplement par la fin de la piste stabilisée et composée de matériaux concassés, perméables et drainants.

Enfin, le chemin « Route des Placettes » situé à la limite Ouest du projet, ainsi que la piste d'exploitation immédiatement à l'Est du projet seront évités et conservés dans le cadre du projet. Ils ne font donc pas partie de l'emprise du projet. Ces derniers seront empruntés par les engins de chantier lors de la réalisation du parc, et seront ensuite remis en état en cas de dégradation à la fin du chantier.

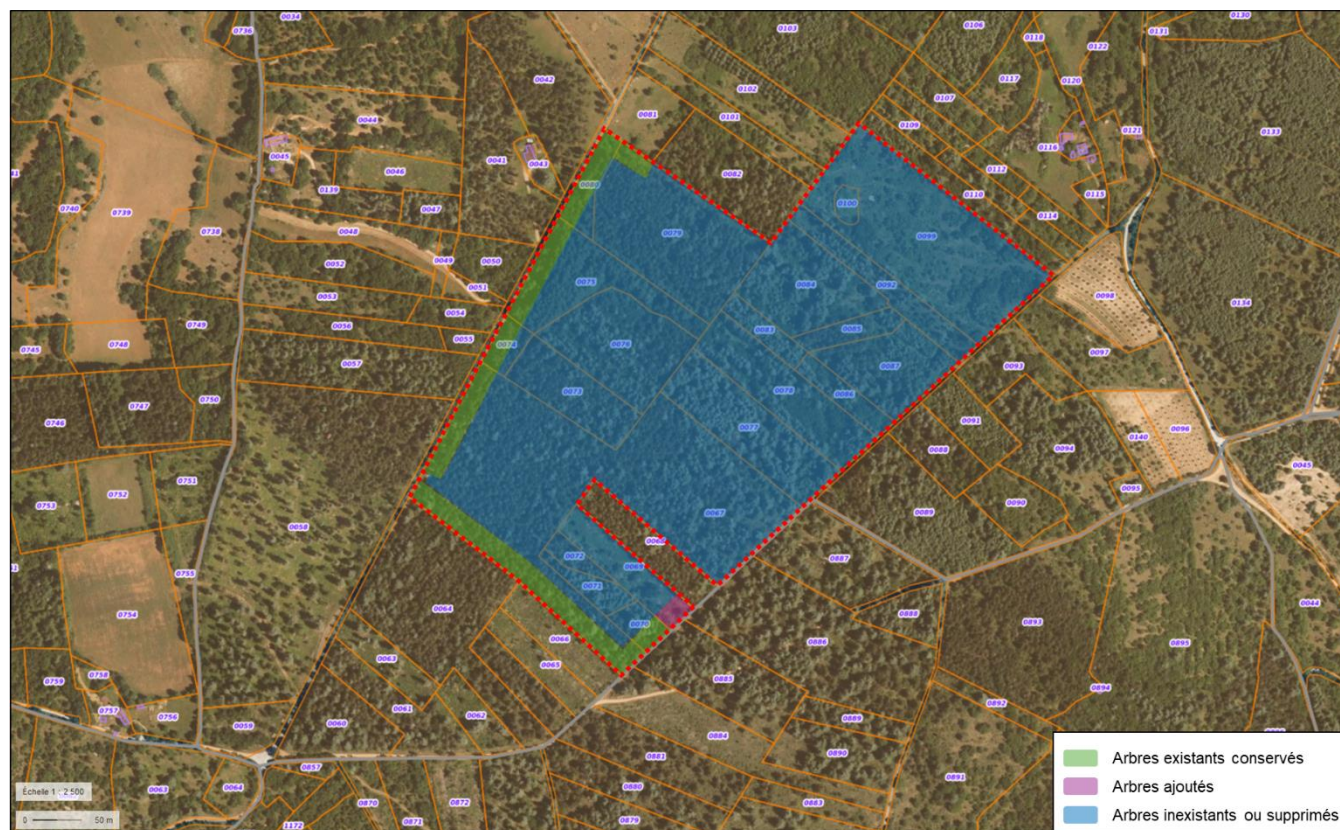
3. PC04 :

Une notice décrivant le terrain et présentant le projet :

- fournir des plans de plantation présentant le nombre, espèce, force et implantation du projet de plantation sur les limites, en détaillant les strates herbacées / arbustives / arborescentes, ainsi que toutes dispositions particulières prises sur le traitement des limites pour améliorer l'insertion paysagère ;
- fournir des plans et coupes de détails précisant les dispositions d'aménagement et de traitement des points indurés du projet, à savoir les surfaces créées autour des entrées, des postes électriques et des citernes incendie ;
- en page 161/242 de l'étude d'impact (MA1), il est précisé que le poste de livraison visible depuis le chemin à l'Ouest devra être travaillé avec un bardage en pierres sèches, néanmoins, cet élément n'apparaît dans aucune pièce de la demande de permis de construire : il convient de modifier en conséquence les plans et pièces concernés ;
- préciser les aménagements susceptibles d'intervenir sur le chemin rural conformément à votre item f) Accès en page 4/4 de la PC4 fournie ; vous devez vous assurer d'avoir l'accord du propriétaire (commune ?).

➤ Réponse du porteur de projet :

Seule une faible zone sur l'emprise du projet est concernée par de la plantation dans le cadre de la mesure d'insertion paysagère. Cette zone est représentée en mauve sur l'illustration ci-dessous. Il s'agit d'une zone d'environ 105m².

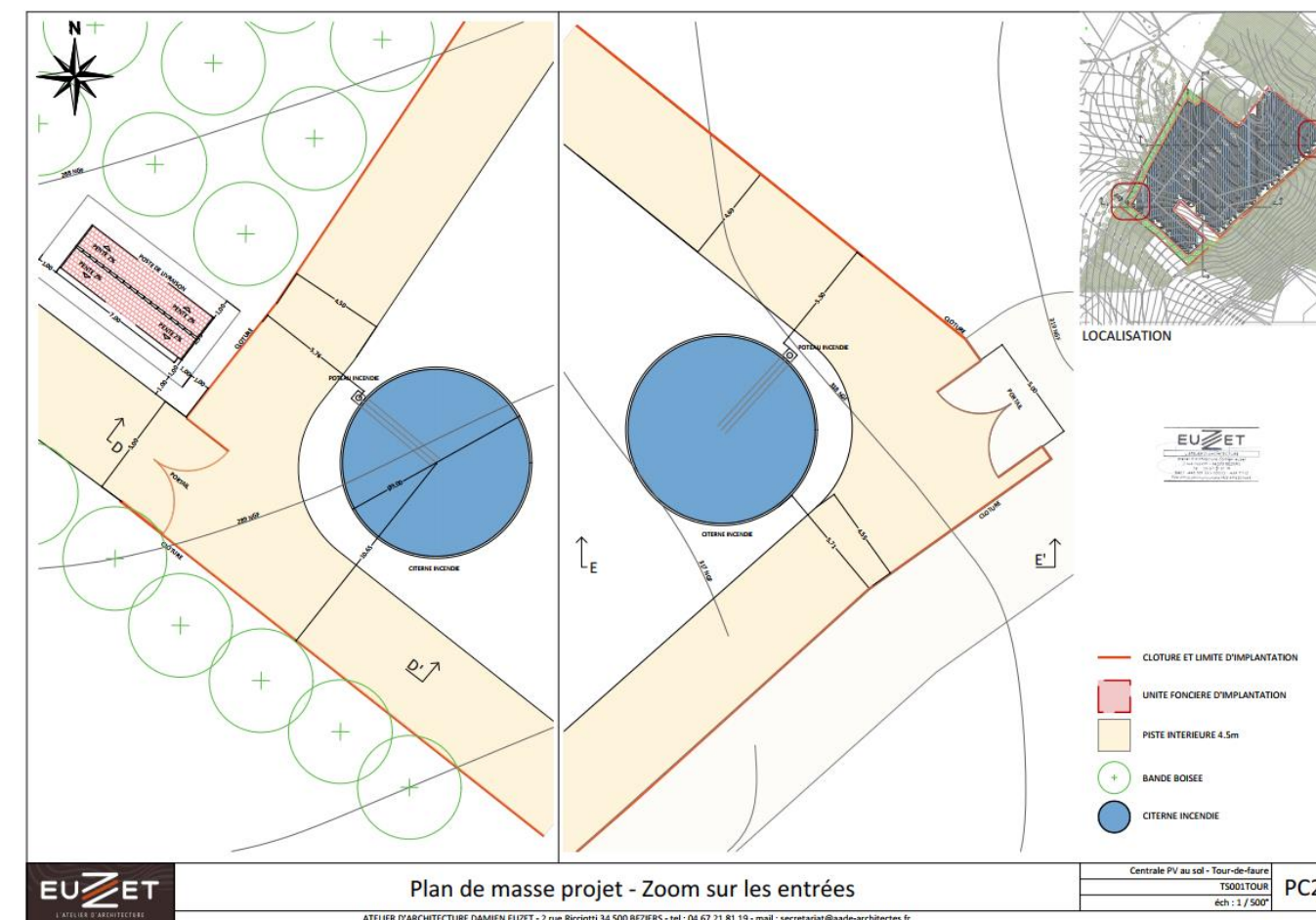


Sur cette zone, il semble judicieux de s'inscrire dans la continuité des boisements de résineux en bordure du projet. Pour cela, nous prévoyons une plantation d'une quinzaine de sujets arborés résineux : essences présentes localement : sapin de Douglas (*Pseudotsuga menziesii*).

En phase exploitation, une strate arbustive spontanée se développera par la suite. Nous veillerons à ce qu'aucune espèce exotique / envahissante se développe sur ce secteur.

En ce qui concerne les dispositions d'aménagement favorisant l'intégration paysagère au niveau des entrées du parc, plusieurs dispositions sont déjà prévues : la mise en place d'un bardage en pierres sèches sur le poste de livraison. De

plus, nous prévoyons la mise en place de clôtures et des portails en acier galvanisé (couleur grise) afin d'améliorer leur intégration paysagère.



Pour aller plus loin, il est possible de mettre en place une toiture à double pentes en tuiles plates sur le poste de livraison afin de se rapprocher davantage du bâti vernaculaire (voir un exemple sur la photographie ci-après extraite de l'étude d'impact). La citerne incendie pourra elle aussi être mieux intégrée grâce à un « bardage bois » autour de cette dernière (voir photographie ci-dessous) :



Les plans de coupe (PC03) ont été mis à jour et sont disponibles en Annexe 3 du présent document. Les éléments explicités ci-avant sont intégrés dans la PC04 mise à jour et jointe en Annexe 4.

Enfin, les plans de la citerne incendie et du poste de livraison, quant à eux, sont joints avec la PC05 modifiée. Cette pièce est disponible en Annexe 5.

4. PC05 :

Un plan des façades et des toitures :

- rattacher les plans de façades fournis au terrain naturel ;
- fournir des plans de façade de chaque bâtiment technique, rattachés au terrain naturel.

➤ *Réponse du porteur de projet :*

Nous joignons en annexes la nouvelle pièce PC05 comprenant les plans pour chaque bâtiment technique, rattachés au terrain naturel.

5. PC06/PC07/PC08 :

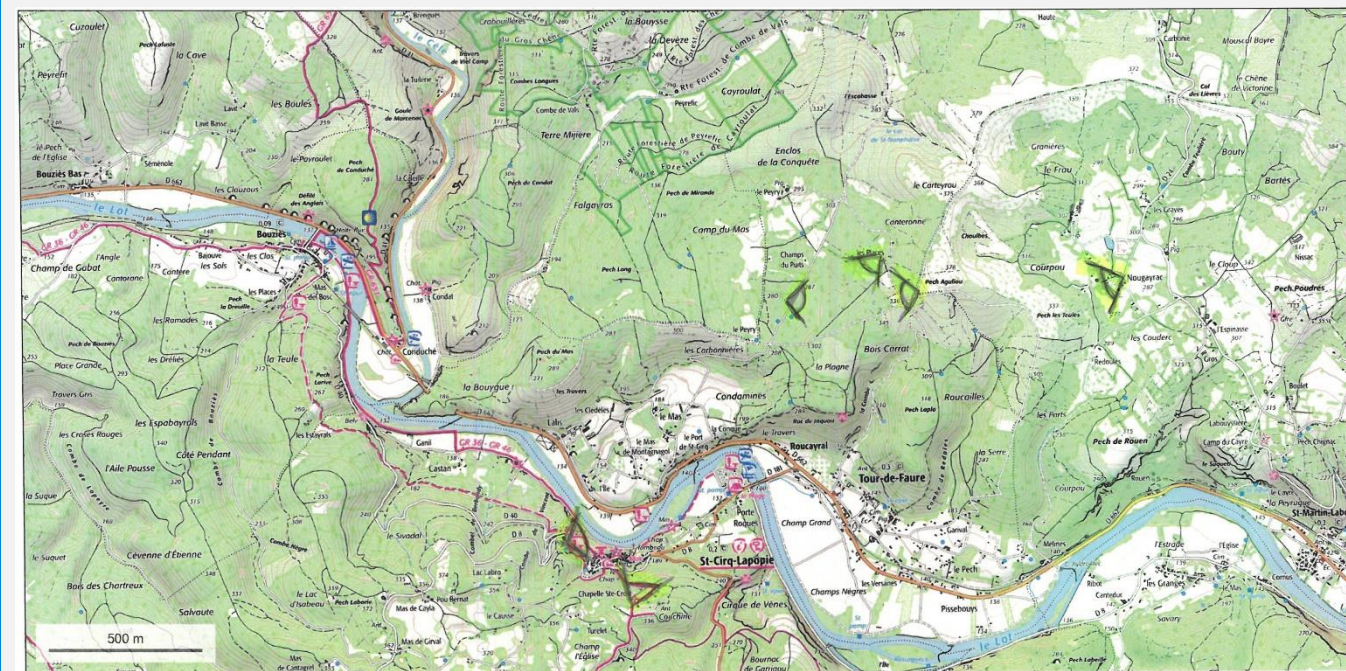
PC06. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement.

PC07. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche.

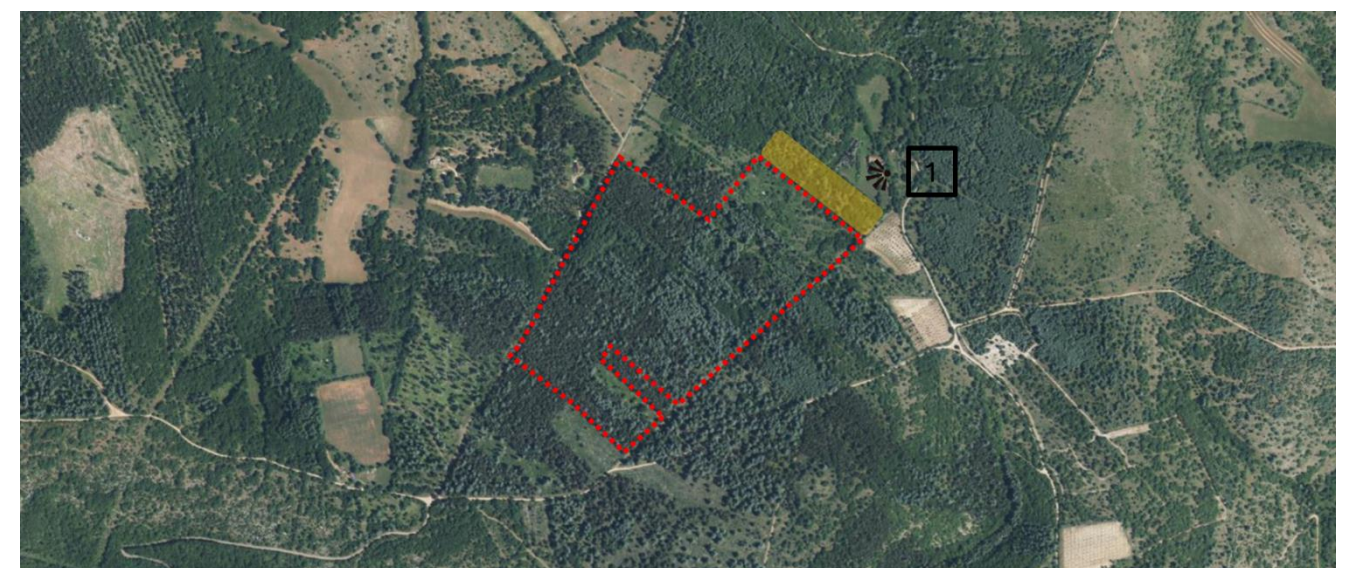
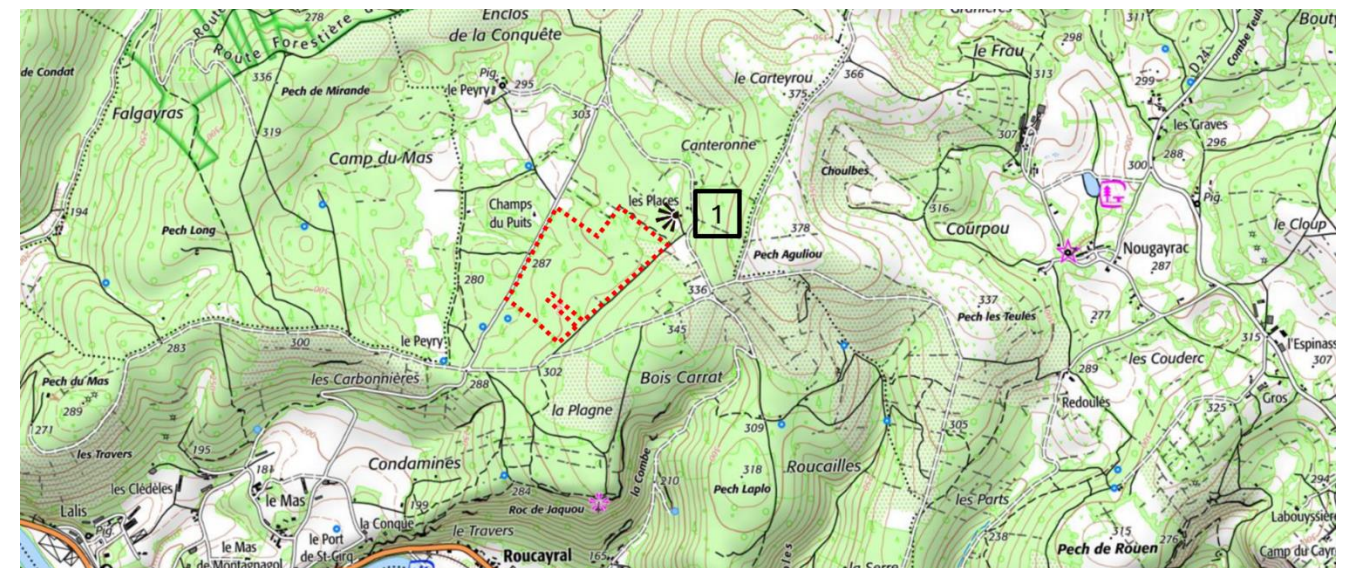
PC08. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain.

Fournir des vues supplémentaires avant et après projet :

- depuis le bâtiment situé lieudit « Les Places » ;
- depuis l'accès Sud-Ouest du site ;
- depuis la boucle de randonnée « Via Causs'mos » référencée et valorisée notamment par l'office de tourisme, le département et le parc naturel régional des Causses du Quercy ;
- depuis le lieudit « Nougayrac » ;
- depuis le site patrimonial de Saint-Cirq-Lapopie, à minima depuis la Chapelle Saint-Croix, le point de vue de Bancourel et le belvédère du rocher de la Popie.



Point de vue n°1



➤ Réponse du porteur de projet :

Ci-dessous sont présentés dans l'ordre les points de vue supplémentaires depuis les localisations indiquées sur le plan fourni avec la demande de pièces manquantes. L'ensemble des photos ont été prises à hauteur d'homme (entre 1,60m et 1,80m par rapport au terrain naturel).

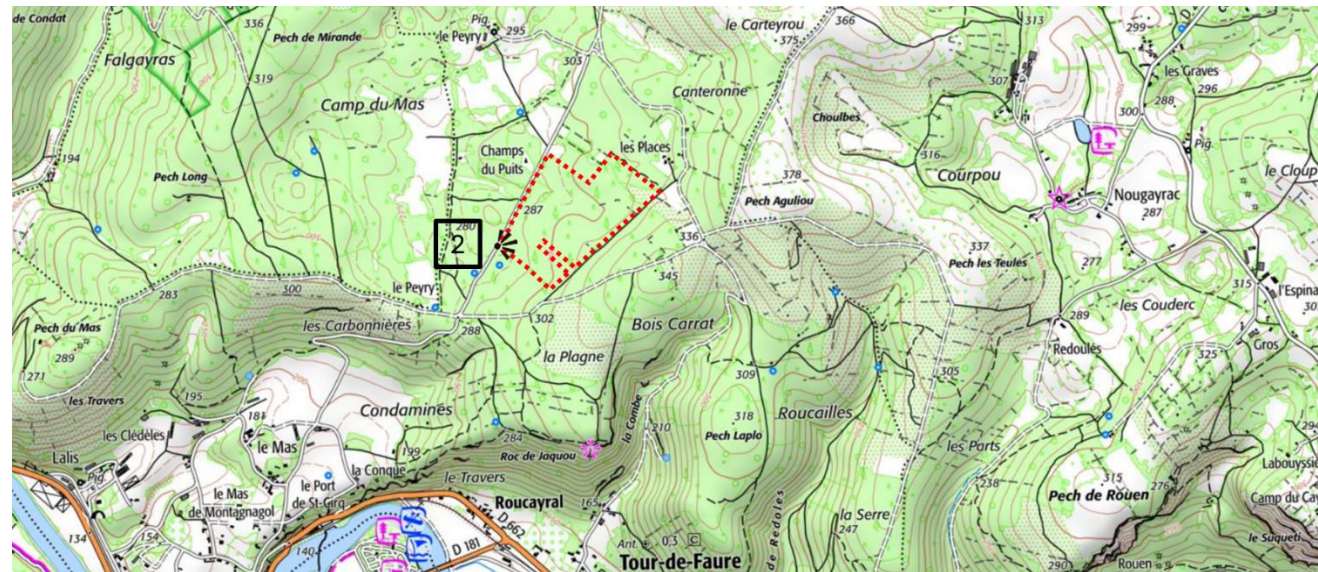
Le premier point de vue est pris depuis le bâtiment situé au lieudit « Les Places ». D'ici le projet est imperceptible. En effet, une bande boisée d'une longueur d'environ 260 mètres pour une largeur d'environ 60 mètres est présente entre le groupe de bâtiment et l'emprise du projet. Cette bande boisée est composée en premier abord d'une végétation arbustive d'une hauteur moyenne (aux alentours de 5m), puis d'arbres résineux en second rideau atteignant des hauteurs beaucoup plus importantes (de l'ordre de 15 à 20 m).

Les vues avant et après projet sont identiques dans la mesure où le projet n'est pas visible depuis ce point de vue.



Le second point de vue, depuis l'accès sud-ouest du site, permet de visualiser les différents aménagements au niveau de l'entrée du parc située au sud-ouest. La photographie ci-dessous permet de montrer la zone du terrain d'implantation concernée par l'entrée du site. Il s'agit d'une vue avant-projet. Plus bas, une insertion (après-projet) a été travaillée afin d'illustrer les différents aménagements au niveau de la future entrée du parc photovoltaïque.

Point de vue n°2



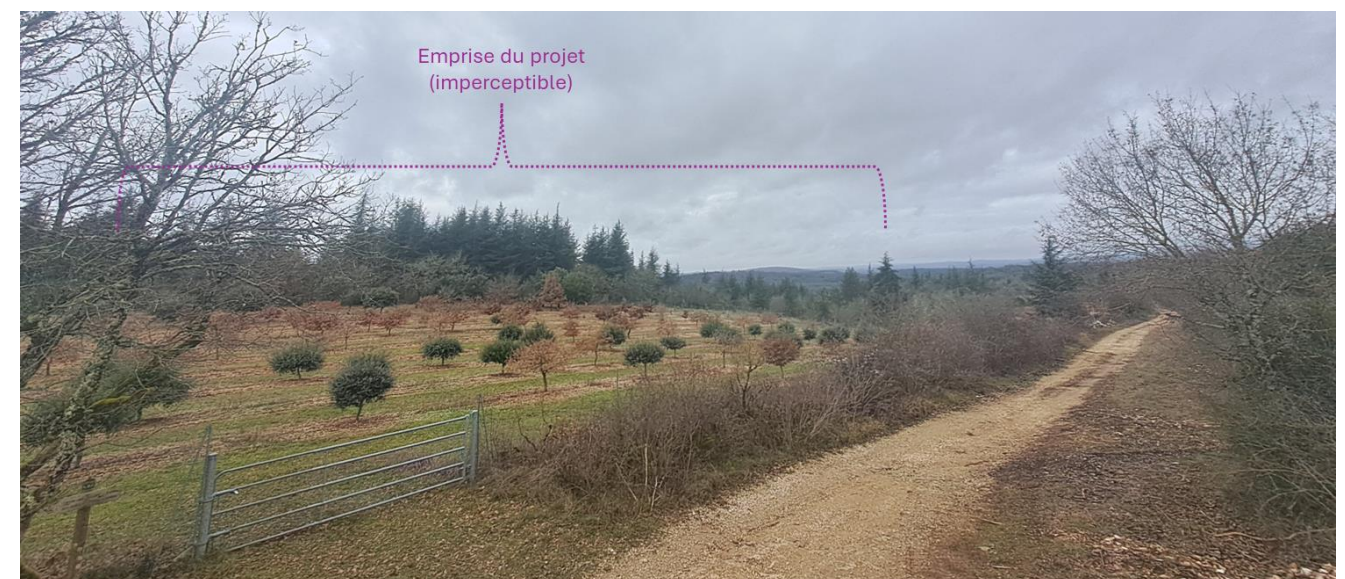
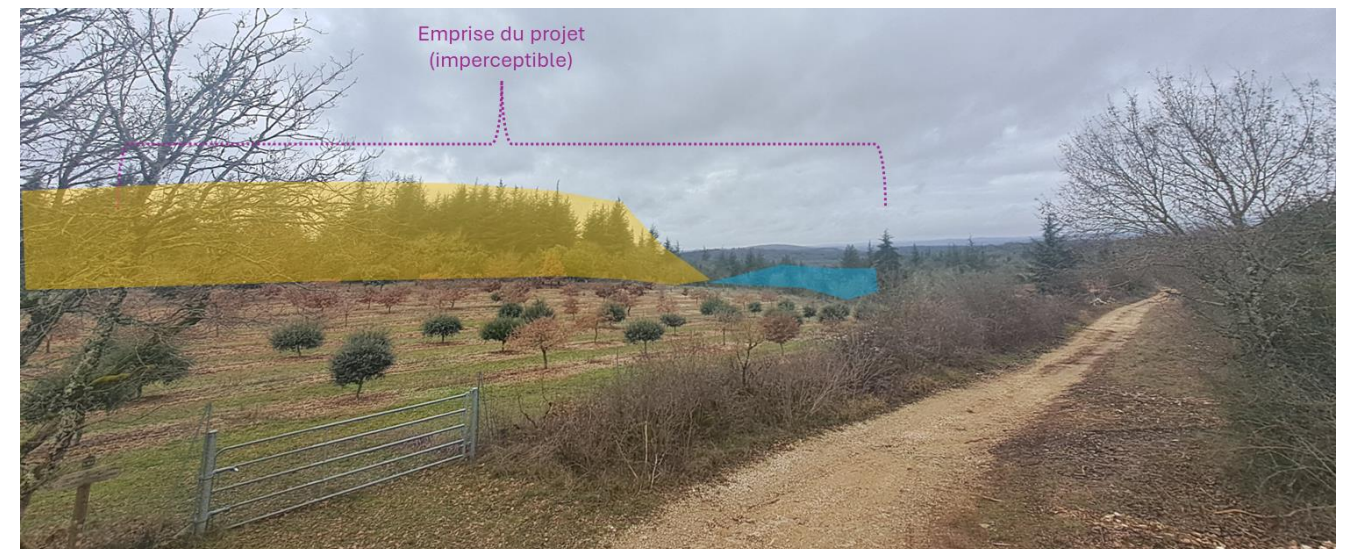
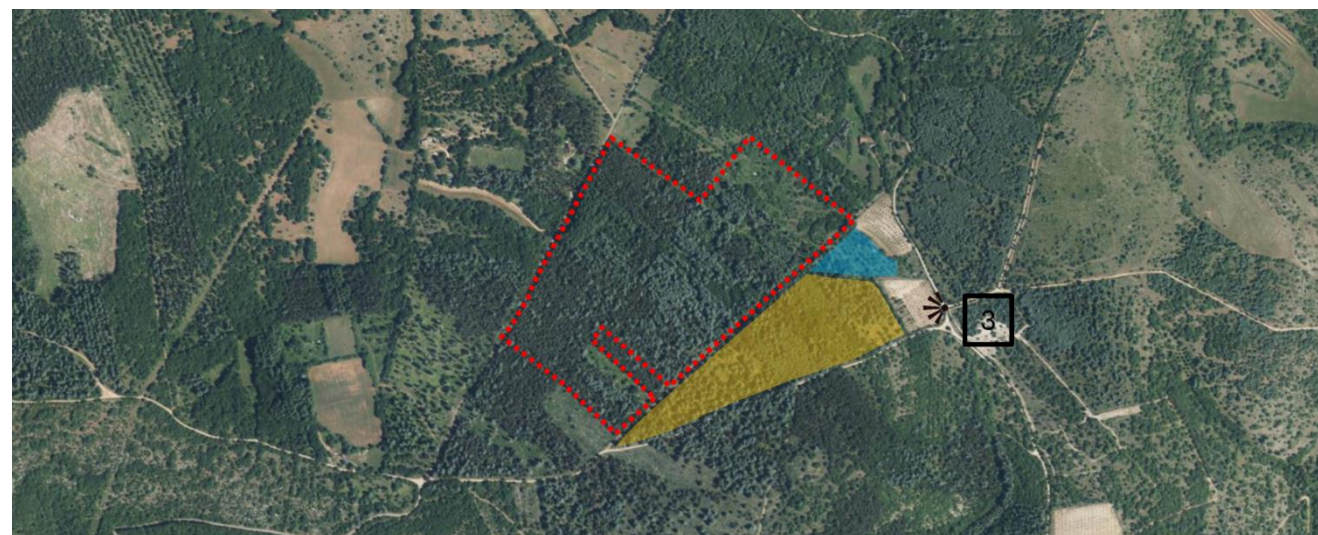
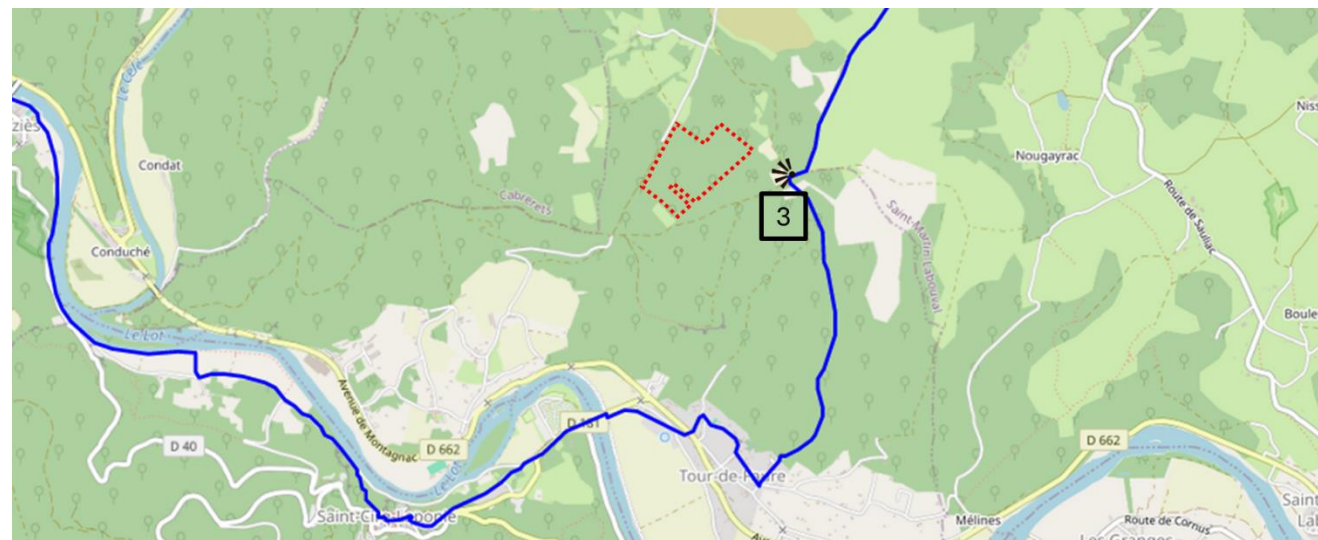
La pièce PC06/07/08 a été modifiée afin d'ajouter cette nouvelle insertion. Elle est disponible en Annexe 6.

Le troisième point de vue est localisé au niveau de la boucle de randonnée « Via Caus' mos ». La distance de ce point au projet est de plus de 250 m : il s'agit de l'entrée au nord-est du parc. Depuis ce point, le projet est imperceptible pour deux raisons.

La première raison est qu'entre le point de vue n°3 et le projet un masque visuel, constitué d'une zone boisée de résineux d'une hauteur de plus de 20 m est présent. Cette bande boisée est localisée en orange sur les images ci-dessous. Ce point est d'ailleurs traité en page 152/242 de l'étude d'impact : « *des boisements constituent un écran visuel entre le lieu-dit et le site du projet. La carte à la page précédente illustre l'écran visuel constitué par ces boisements. Par conséquent, le projet n'aura aucun impact visuel sur le lieu-dit « les Places »* ».

La seconde raison est liée à la topographie. En effet le point de vue n°3 est localisé à une altitude approximative de 336 m NGF (cf. carte IGN). L'entrée nord-est, le point du projet le plus proche du point de vue n°3 est à une hauteur d'environ 315 m, soit plus de 20m plus bas. Ensuite plus on s'éloigne plus cette différence d'altitude est importante. Le terrain forme donc une cuvette naturelle, représentée par une zone bleutée ci-dessous, rendant le projet imperceptible depuis ce point de vue n°3.

Point de vue n°3



Les points de vue suivants concernent les vues prises depuis le site patrimonial de Saint-Cirq-Lapopie, et plus particulièrement depuis la Chapelle Saint-Croix (point de vue n°4), le point de vue de Bancourel (point de vue n°5), et depuis le belvédère du rocher de la Popie (point de vue n°6).

Ces trois points de vue spécifique ont fait l'objet d'une analyse paysagère présentée dans l'étude d'impact :

- Le point de vue n°4 correspond à la photo n° 16 en page 92/242 de l'étude d'impact.
- Le point de vue n°5 correspond à la photo 24 en page 91/242 de l'étude d'impact.
- Le point de vue n°6 correspond à la photo 27 en page 91/242 de l'étude d'impact.

Depuis ces trois points de vue, le site d'étude initial d'une superficie de 120 ha est en partie visible. Cependant, comme démontré dans la partie « impact paysager » en pages 149 et 150/242 de l'étude d'impact, l'emprise du projet sera imperceptible. Dans cette partie, les visibilités de l'emprise stricte du projet, après évitement et réduction du site d'étude, ont été étudiées.

L'évitement des boisements au Sud de ce dernier permet de préserver un écran visuel total sur le projet. Même en cas de coupe de ces boisements, le projet prévoit la préservation d'une bordure arborée préservant le masque visuel intégral au projet depuis Saint-Cyr-Lapopie.

Par conséquent, des photomontages ne sont pas pertinents car il n'est pas visible.

Points de vue n°4, 5 et 6



Points de vue n°4

16 - Depuis la chapelle Sainte-Croix et le GR 36 - 46 - Au Sud-Ouest du site d'étude



16 - Depuis la chapelle Sainte-Croix et le GR 36 - 46 - Au Sud-Ouest du site du projet



Les visibilitées sur l'emprise du projet depuis le GR 36 - 46, au niveau de la Chapelle Sainte-Croix, sont masquées par les résineux présents en premier écran devant le site du projet. Seules quelques cimes des résineux au Sud de l'emprise du projet peuvent potentiellement être perceptibles. En revanche, les structures photovoltaïques du projet ne pourront pas être visibles derrière ces plantations. En effet, leurs faibles hauteurs et la topographie plane du site du projet, ne permettent pas d'être identifiables depuis les routes. Par ailleurs, en cas de coupe à blanc des résineux devant le site du projet, le parc photovoltaïque sera toujours masqué par la bande boisée préservée sur ses bordures Sud. Le projet n'étant pas visible depuis la Chapelle Saint-Croix, les vues avant et après projet sont identiques.

Points de vue n°5

24 - Depuis le belvédère du parking à l'Ouest de Saint-Cyr-Lapopie - Au Sud-Ouest du site d'étude



24 - Depuis le belvédère du parking à l'Ouest de Saint-Cyr-Lapopie - Au Sud-Ouest du site du projet



En prenant en compte l'implantation du projet, les visibilitées sur le parc photovoltaïque sont nulles depuis Saint-Cyr-Lapopie et ses belvédères. En effet, comme décrit pour le panorama 23 en page 93/242 de l'étude d'impact, seules quelques cimes des résineux au Sud du site du projet sont potentiellement perceptibles. Comme expliqué précédemment, les éléments du parc photovoltaïque de Tour-de-Faure seront logiquement masqués par les résineux devant le site du projet du fait de leur petite taille. De plus, une bande boisée est préservée au sein du site du projet permettra de masquer le parc même en cas de coupe franche des résineux au Sud du site du projet. De plus, leurs feuillages persistants permettent un écran visuel continu tout au long de l'année.

Points de vue n°6

27 - Depuis le belvédère de Saint-Cirq-Lapopie - Au Sud-Ouest du site d'étude



27 - Depuis le belvédère de Saint-Cirq-Lapopie - Au Sud-Ouest du site du projet



Ce point de vue est représentatif de toutes les visibilitées depuis le village et illustre l'impact visuel nul du projet sur Saint-Cirq-Lapopie. Là encore, seules quelques cimes du site du projet sont potentiellement perceptibles depuis les hauteurs de Saint-Cirq-Lapopie. Par conséquent, aucun point de vue ne permet de perception sur le projet depuis l'aire d'étude éloignée. La configuration du projet ne modifiera en rien les lignes de force du paysage. Pour conclure, le projet de parc photovoltaïque de Tour-de-Faure n'a aucun impact sur le paysage et le patrimoine à l'échelle éloignée.

6. Etude Préalable Agricole :

Par ailleurs, comme précisé dans l'étude d'impact, une étude préalable de compensation collective agricole devra être adressée à la Préfète du Lot.

➤ Réponse du porteur de projet :

En page 13/242 de l'étude d'impact, il est précisé que « les parcelles retenues pour l'implantation du projet ne sont pas concernées par une activité agricole. Ainsi, **une étude préalable agricole n'est pas requise** ».

La loi définit 3 conditions cumulatives pour qu'un projet soit soumis à compensation agricole collective :

- Une condition de nature : le projet est soumis à étude d'impact environnemental systématique.
- Une condition de localisation : le site du projet a porté une activité agricole depuis moins de trois ans sur une zone classée "à urbaniser / AU" du document d'urbanisme. Ce délai passe à cinq ans si le projet se situe sur une zone classée "agricole / A" ou "naturelle / N" ou si la commune n'a pas de document d'urbanisme.
- Une condition de consistance : la surface de terre agricole prélevée de manière définitive par le projet est supérieure à un seuil. Par défaut, le décret fixe ce seuil à 5 hectares mais laisse la possibilité au Préfet de déroger à celui-ci en fixant un ou plusieurs seuils départementaux compris entre un et dix hectares.

Le projet remplit uniquement la première condition et n'est donc pas soumis à étude préalable agricole.

ANNEXES

- *Annexe 1 : Formulaire Cerfa corrigé.*
- *Annexe 2 : PC02 modifiée*
- *Annexe 3 : PC03 modifiée*
- *Annexe 4 : PC04 mis à jour*
- *Annexe 5 : PC05 modifiée*
- *Annexe 6 : PC06-07-08 modifiée*



ANNEXE 1 : FORMULAIRE CERFA CORRIGE.

Demande de ☐ **Permis d'aménager** comprenant ou non des constructions et/ou des démolitions

☒ **Permis de construire** comprenant ou non des démolitions

Ce document est émis par le ministère en charge de l'urbanisme.

Pour les demandes de permis de construire de maisons individuelles et de leurs annexes, vous pouvez utiliser le formulaire spécifique cerfa n° 13406

-  Depuis le 1^{er} janvier 2022, vous pouvez déposer votre demande par voie dématérialisée selon les modalités définies par la commune compétente pour la recevoir.
 -  Depuis le 1^{er} septembre 2022, de nouvelles modalités de gestion des taxes d'urbanisme sont applicables. Sauf cas particuliers, pour toute demande d'autorisation d'urbanisme déposée à compter de cette date, une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux, dans les 90 jours suivant l'achèvement de la construction (au sens de l'article 1406 du CGI), sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ».
- Ce formulaire peut se remplir facilement sur ordinateur avec un lecteur pdf.**

Vous devez utiliser ce formulaire si :

- vous réalisez un aménagement (lotissement, camping, aire de stationnement, parc d'attraction, terrain de sports ou loisirs...).
- vous réalisez une nouvelle construction.
- vous effectuez des travaux sur une construction existante.
- votre projet comprend des démolitions.
- votre projet nécessite une autorisation d'exploitation commerciale.

Pour savoir précisément à quelle(s) formalité(s) est soumis votre projet, vous pouvez vous reporter à la notice explicative ou vous renseigner auprès de la mairie du lieu de votre projet ou vous rendre sur le service en ligne Assistance aux demandes d'autorisations d'urbanisme (AD'AU) disponible sur www.service-public.fr

Cadre réservé à la mairie du lieu du projet

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

PC ou PA Dpt Commune Année N° de dossier

La présente déclaration a été reçue à la mairie

le / /

Cachet de la mairie et signature du receveur

Dossier transmis :

- ☐ à l'Architecte des Bâtiments de France
- ☐ au Directeur du Parc National
- ☐ au Secrétariat de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial
- ☐ au Secrétariat de la Commission Nationale d'Aménagement Commercial

1 Identité du demandeur^[1]

- i** Le demandeur indiqué dans le cadre ci-dessous sera le titulaire de la future autorisation et le redevable des taxes d'urbanisme. Dans le cas de demandeurs multiples, chacun des demandeurs, à partir deuxième, doit remplir la fiche complémentaire « Autres demandeurs ». Les décisions prises par l'administration seront notifiées au demandeur indiqué ci-dessous. Une copie sera adressée aux autres demandeurs, qui seront co-titulaires de l'autorisation et solidairement responsables du paiement des taxes.

[1] Vous pouvez déposer une demande si vous êtes dans un des quatre cas suivants : vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ; vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ; vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ; vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

1.1 Vous êtes un particulier

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom	Prénom
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Date et lieu de naissance : Date : <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> / <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	
Commune : <input type="text"/>	
Département : <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/>	Pays : <input type="text"/>

1.2 Vous êtes une personne morale

Dénomination	Raison sociale
SAS TS001TOUR	
N° SIRET	Type de société (SA, SCI...)
9 7 8 7 4 4 4 0 7 0 0 0 1 3	SAS
Représentant de la personne morale : <input type="checkbox"/> Madame <input checked="" type="checkbox"/> Monsieur	
Nom	Prénom
SUDRES	Jérôme

2 Coordonnées du demandeur

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : **BP :** **Cedex :**

Téléphone : **Indicatif pour le pays étranger :**

Adresse électronique :

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : **Division territoriale :**

☒ J'accepte de recevoir à l'adresse électronique communiquée les réponses de l'administration et notamment par lettre recommandée électronique ou par un autre procédé électronique équivalent les documents habituellement notifiés par lettre recommandée avec accusé de réception. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

2Bis Identité et coordonnées d'une personne autre que le(s) demandeur(s)^[2]

- ① Si vous souhaitez que les réponses de l'administration (autres que les décisions) soient adressées à une autre personne, veuillez préciser son nom et ses coordonnées.

Pour un particulier : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom	Prénom
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Pour une personne morale :	
Dénomination	Raison sociale
<input type="text"/>	<input type="text"/>
N° SIRET	Type de société (SA, SCI...)
<input type="text"/>	<input type="text"/>
Représentant de la personne morale : <input type="checkbox"/> Madame <input type="checkbox"/> Monsieur	
Nom	Prénom
<input type="text"/>	<input type="text"/>

[2] J'ai pris bonne note que ces informations doivent être communiquées avec l'accord de la personne concernée. Elles feront l'objet d'un traitement de données dans le cadre de cette demande.

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Si cette personne habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

Téléphone : Indicatif pour le pays étranger :

Adresse électronique : @

3 Le terrain

3.1 Localisation du (ou des) terrain(s)

Les informations et plans (voir liste des pièces à joindre) que vous fournissez doivent permettre à l'administration de localiser précisément le (ou les) terrain(s) concerné(s) par votre projet. Le terrain est constitué de l'ensemble des parcelles cadastrales d'un seul tenant appartenant à un même propriétaire^[3].

Adresse du (ou des) terrain(s)

Numéro : Voie :

Lieu-dit : LES PLACES

Localité : TOUR-DE-FAURE

Code postal : 4 6 3 3 0

Références cadastrales^[4] :

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez renseigner la fiche complémentaire page 14.

Préfixe : Section : Numéro : Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :

3.2 Situation juridique du terrain

Ces données, qui sont facultatives, peuvent toutefois vous permettre de faire valoir des droits à construire ou de bénéficier d'impositions plus favorables.

Êtes-vous titulaire d'un certificat d'urbanisme pour ce terrain ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un lotissement ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans une Zone d'Aménagement Concertée (Z.A.C.) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain fait-il partie d'un remembrement urbain (Association Foncière Urbain) ? Oui Non Je ne sais pas

Le terrain est-il situé dans un périmètre ayant fait l'objet d'une convention de Projet Urbain Partenarial (P.U.P) ? Oui Non Je ne sais pas

Le projet est-il situé dans le périmètre d'une Opération d'Intérêt National (O.I.N) ? Oui Non Je ne sais pas

Si votre terrain est concerné par l'un des cas ci-dessus, veuillez préciser, si vous les connaissez, les dates de décision ou d'autorisation, les numéros et les dénominations :

[3] Si votre projet d'aménagement est situé dans le périmètre d'une opération de revitalisation du territoire et prévu par un contrat de projet partenarial d'aménagement (PPA), la contiguïté des parcelles n'est pas requise dans le cadre d'une demande de permis d'aménager.

[4] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

4 À remplir pour une demande concernant un projet d'aménagement

Si votre projet ne comporte pas d'aménagements, reportez-vous directement au cadre 5 (projet de construction).

4.1 Nature des travaux, installations ou aménagements envisagés quel que soit le secteur de la commune

Cochez la ou les cases correspondantes.

- ☐ Lotissement
- ☐ Aires de stationnement ouvertes au public, dépôts de véhicules et garages collectifs de caravanes ou de résidences mobiles de loisirs
- ☐ Remembrement réalisé par une association foncière urbaine libre
- ☐ Contenance (nombre d'unités) :
- ☐ Terrain de camping
- ☐ Travaux d'affouillements ou d'exhaussements du sol :
- ☐ Parc résidentiel de loisirs ou village de vacances
- ☐ Superficie en m² :
- ☐ Aménagement d'un terrain pour la pratique de sports ou de loisirs motorisés
- ☐ Profondeur en m (pour les affouillements) :
- ☐ Aménagement d'un parc d'attraction ou d'une aire de jeux et de sports
- ☐ Hauteur en m (pour les exhaussements) :
- ☐ Aménagement d'un golf
- ☐ Aménagement d'un terrain pour au moins 2 résidences démontables, créant une surface de plancher totale supérieure à 40 m², constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs
- ☐ Aménagement d'une aire d'accueil ou d'un terrain familial des gens du voyage recevant plus de deux résidences mobiles

Dans les secteurs protégés

Aménagement situé dans un espace remarquable ou milieu du littoral identifié dans un document d'urbanisme comme devant être protégé^[5] :

- ☐ Chemin piétonnier ou objet mobilier destiné à l'accueil ou à l'information du public, lorsqu'ils sont nécessaires à la gestion ou à l'ouverture au public de ces espaces ou milieux
- ☐ Création d'une voie
- ☐ Aménagement nécessaire à l'exercice des activités agricoles, de pêche et de culture marine ou lacustres, conchylicoles, pastorales et forestières
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- ☐ Création d'un espace public

Aménagement situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques^[5] :

- ☐ Création d'une voie
- ☐ Travaux ayant pour effet de modifier les caractéristiques d'une voie existante
- ☐ Création d'un espace public

Aménagement situé dans un site classé ou une réserve naturelle^[5] :

- ☐ Création d'un espace public

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Superficie du (ou des) terrain(s) à aménager (en m²) :

[5] En cas de besoin, vous pouvez vous renseigner auprès de la mairie.

Si les travaux sont réalisés par tranches, veuillez en préciser le nombre et leur contenu :

4.2 À remplir pour une demande concernant un lotissement

Nombre maximum de lots projetés : Surface de plancher maximale envisagée (en m²) :

Comment la constructibilité globale sera-t-elle répartie ?

- ☐ Par application du coefficient d'occupation du sol (COS) à chaque lot
- ☐ Conformément aux plans ou tableaux joints à la présente demande
- ☐ La constructibilité sera déterminée à la vente (ou à la location) de chaque lot. Dans ce cas, le lotisseur devra fournir un certificat aux constructeurs.

Le projet fait-il l'objet d'une demande de travaux de finition différés ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, quelle garantie sera utilisée ?

- ☐ Consignation en compte bloqué
- ☐ Garantie financière d'achèvement des travaux

Le projet fait-il l'objet d'une demande de vente ou location de lots par anticipation ? ☐ Oui ☐ Non

4.3 À remplir pour l'aménagement d'un camping ou d'un autre terrain aménagé en vue de l'hébergement touristique

Nombre maximum d'emplacements réservés aux tentes, caravanes ou résidences mobiles de loisirs : Implantation d'habitations légères de loisirs (HLL)

Nombre d'emplacements réservés aux HLL :

Surface de plancher prévue, réservée aux HLL (m²) :

Nombre maximal de personnes accueillies :

Lorsque le terrain est destiné à une exploitation saisonnière, veuillez préciser la (ou les) période(s) d'exploitation :

Agrandissement ou réaménagement d'une structure existante ? ☐ Oui ☐ Non

Si oui, joindre un plan indiquant l'état actuel et les aménagements

5 À remplir pour une demande comprenant un projet de construction

5.1 Architecte

Vous avez eu recours à un architecte^[6] : ☐ Oui ☐ Non

Si oui, vous devez compléter les informations ci-dessous :

Pour un architecte personne physique :

Nom de l'architecte : Prénom :

Pour un architecte personne morale :

Dénomination Raison sociale

N° SIRET Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☒ Monsieur

Nom Prénom

Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes^[7] :

Conseil régional de l'ordre :

Téléphone : ou Télécopie : ou

Adresse électronique :

Si vous n'avez pas eu recours à un architecte, veuillez cocher la case ci-dessous^[8] :

- ☐ Je déclare sur l'honneur que mon projet entre dans l'une des situations pour lesquelles le recours à l'architecte n'est pas obligatoire.

5.2 Nature du projet envisagé

- ☒ Nouvelle construction
- ☐ Travaux sur construction existante
- ☐ Le terrain doit être divisé en propriété ou en jouissance avant l'achèvement de la (ou des) construction(s)

[6] Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture).

[7] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes. Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes.

[8] Vous pouvez vous dispenser du recours à un architecte si vous êtes un particulier ou une exploitation agricole à responsabilité limitée à associé unique et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- Une construction à usage autre qu'agricole qui n'excède pas 150 m² de surface de plancher ;
- Une extension de construction à usage autre qu'agricole si cette extension n'a pas pour effet de porter l'ensemble après travaux au-delà de 150 m² de surface de plancher ;
- Une construction à usage agricole dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 800 m² ;
- Des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Courte description de votre projet ou de vos travaux :

Le projet consiste en la construction d'un projet de centrale photovoltaïque au sol permettant la production d'énergie électrique d'origine renouvelable, ainsi que les annexes nécessaires à son exploitation (locaux techniques).

Des terrassements sont prévus pour la création des voies de circulation à l'intérieur de la centrale ainsi qu'à la réalisation de 8 emplacements pour la mise en place du poste de livraison et les 7 postes de transformation.

L'ensemble de ces opérations seront superficielles et ne dépasseront pas quelques dizaines de centimètres de profondeur.

Cf Notice PC4

Si votre projet nécessite une puissance électrique supérieure à 12 kVA monophasé (ou 36 kVA triphasé), indiquez la puissance électrique nécessaire à votre projet :
Si votre projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, indiquez sa puissance crête kW et la destination principale de l'énergie produite :

5.3 Informations complémentaires

- Nombre total de logements créés : 0 0 0 dont individuels : dont collectifs :
- Répartition du nombre total de logements créés par type de financement :
Logement Locatif Social Accession Sociale (hors prêt à taux zéro) Prêt à taux zéro
- Autres financements :

- Mode d'utilisation principale des logements :
☐ Occupation personnelle (particulier) ou en compte propre (personne morale) ☐ Vente ☐ Location
S'il s'agit d'une occupation personnelle, veuillez préciser :
☐ Résidence principale ☐ Résidence secondaire
Si le projet porte sur une annexe à l'habitation, veuillez préciser :
☐ Piscine ☐ Garage ☐ Véranda ☐ Abri de jardin
☐ Autres annexes à l'habitation :

Si le projet est un foyer ou une résidence, à quel titre :
☐ Résidence pour personnes âgées ☐ Résidence pour étudiants ☐ Résidence de tourisme
☐ Résidence hôtelière à vocation sociale ☐ Résidence sociale ☐ Résidence pour personnes handicapées
☐ Autres, précisez :

- Nombre de chambres créées en foyer ou dans un hébergement d'un autre type :
- Répartition du nombre de logements créés selon le nombre de pièces : 1 pièce 2 pièces 3 pièces 4 pièces 5 pièces 6 pièces et plus
- Le nombre de niveaux du bâtiment le plus élevé : au-dessus du sol et au-dessous du sol
- Indiquez si vos travaux comprennent notamment :
☐ Extension ☐ Surélévation ☐ Création de niveaux supplémentaires
- Information sur la destination des constructions futures en cas de réalisation au bénéfice d'un service public ou d'intérêt collectif :
☐ Transport ☐ Enseignement et recherche ☐ Action sociale
☐ Ouvrage spécial ☐ Santé ☐ Culture et loisir

5.4 Construction périodiquement démontée et ré-installée

Période(s) de l'année durant laquelle (lesquelles) la construction doit être démontée :

5.5 Destination des constructions et tableau des surfaces

Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par un plan local d'urbanisme ou un document en tenant lieu appliquant l'article R.123-9 du code de l'urbanisme dans sa rédaction antérieure au 1^{er} janvier 2016.

Surfaces de plancher ^[9] en m²						
Destinations	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[10] (B)	Surface créée par changement de destination ^[11] (C)	Surface supprimée ^[12] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[11] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) - (D) - (E)
Habitation						
Hébergement hôtelier						
Bureaux						
Commerce						
Artisanat ^[13]						
Industrie						
Exploitation agricole ou forestière						
Entrepôt						
Service public ou d'intérêt collectif	0	140	0	0	0	140
Surfaces totales (m²)	0	140	0	0	0	140

[9] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

[10] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[11] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des neuf destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de bureaux en hôtel ou la transformation d'une habitation en commerce.

[12] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

[13] L'activité d'artisan est définie par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996 dans ses articles 19 et suivants, « activités professionnelles indépendantes de production, de transformation, de réparation, ou prestation de service relevant de l'artisanat et figurant sur une liste annexée au décret N° 98-247 du 2 avril 1998 ».

5.6 Destination, sous-destination des constructions et tableau des surfaces

Uniquement à remplir si votre projet de construction est situé dans une commune couverte par le règlement national d’urbanisme, une carte communale ou dans une commune non visée à la rubrique 5.5.

Surface de plancher en m² [14]

Destinations ^[15]	Sous-destinations ^[16]	Surface existante avant travaux (A)	Surface créée ^[17] (B)	Surface créée par changement de destination ^[18] ou de sous-destination ^[19] (C)	Surface supprimée ^[20] (D)	Surface supprimée par changement de destination ^[18] ou de sous-destination ^[19] (E)	Surface totale = (A) + (B) + (C) – (D) – (E)
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole						
	Exploitation forestière						
Habitation	Logement						
	Hébergement						
Commerce et activités de service	Artisanat et commerce de détail						
	Restauration						
	Commerce de gros						
	Activités de services où s'effectue l'accueil d'une clientèle						
	Cinéma						
	Hôtels						
	Autres hébergements touristiques						
Équipement d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés						
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés						
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale						
	Salles d'art et de spectacles						
	Équipements sportifs						
	Autres équipements recevant du public						
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie						
	Entrepôt						
	Bureau						
	Centre de congrès et d'exposition						
Surfaces totales (en m²)							

[14] Vous pouvez vous aider de la fiche d'aide pour le calcul des surfaces. La surface de plancher d'une construction est égale à la somme des surfaces de plancher closes et couvertes, sous une hauteur de plafond supérieure à 1,80 m, calculée à partir du nu intérieur des façades, après déduction, sous certaines conditions, des vides et des trémies, des aires de stationnement, des caves ou celliers, des combles et des locaux techniques ainsi que, dans les immeubles collectifs, une part forfaitaire des surfaces de plancher affectées à l'habitation (voir article R.111-22 du Code de l'urbanisme).

[15] Les destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-27 du code de l'urbanisme.

[16] Les sous-destinations sont réglementées en application de l'article R. 151-28 du code de l'urbanisme.

[17] Il peut s'agir soit d'une surface nouvelle construite à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local non constitutif de surface de plancher (ex : transformation du garage d'une habitation en chambre).

[18] Le changement de destination consiste à transformer une surface existante de l'une des cinq destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces destinations. Par exemple : la transformation de surfaces de commerces et activités de service en habitation.

[19] Le changement de sous-destination consiste à transformer une surface existante de l'une des vingt sous-destinations mentionnées dans le tableau vers une autre de ces sous-destinations. Par exemple : la transformation de surfaces d'entrepôt en bureau ou en salle d'art et de spectacles.

[20] Il peut s'agir soit d'une surface démolie à l'occasion des travaux, soit d'une surface résultant de la transformation d'un local constitutif de surface de plancher (ex : transformation d'un commerce en local technique dans un immeuble commercial).

5.7 Stationnement

Nombre de places de stationnement

Avant réalisation du projet : 0 Après réalisation du projet : 0

Places de stationnement affectées au projet, aménagées ou réservées en dehors du terrain sur lequel est situé le projet

Adresse 1 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :
Lieu-dit :
Localité :
Code postal :

Adresse 2 des aires de stationnement :

Numéro : Voie :
Lieu-dit :
Localité :
Code postal :

Nombre de places :

Surface totale affectée au stationnement : m², dont surface bâtie : m²

Pour les commerces et cinémas :

Emprise au sol des surfaces, bâties ou non, affectées au stationnement (m²) :

6 À remplir lorsque le projet nécessite des démolitions

Tous les travaux de démolition ne sont pas soumis à permis. Il vous appartient de vous renseigner auprès de la mairie afin de savoir si votre projet de démolition nécessite une autorisation. Vous pouvez également demander un permis de démolir distinct de la présente demande.

Date(s) approximative(s) à laquelle le ou les bâtiments dont la démolition est envisagée ont été construits :

☐ Démolition totale ☐ Démolition partielle
En cas de démolition partielle, veuillez décrire les travaux qui seront, le cas échéant, effectués sur les constructions restantes :

Nombre de logements démolis :

7 Participation pour voirie et réseaux

i Si votre projet se situe sur un terrain soumis à la participation pour voirie et réseaux (PVR), indiquez les coordonnées du propriétaire ou celles du bénéficiaire de la promesse de vente, s'il est différent du demandeur.

7.1 Pour un particulier

☐ Madame ☐ Monsieur

Nom Prénom

7.2 Pour une personne morale

Dénomination Raison sociale

N° SIRET Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom Prénom

Adresse : Numéro : Voie :

Lieu-dit :

Localité :

Code postal : BP : Cedex :

Adresse électronique : @

Si le demandeur habite à l'étranger :

Pays : Division territoriale :

8 Informations pour l'application d'une législation connexe

Indiquez si votre projet :

☐ porte sur une installation, un ouvrage, des travaux ou une activité soumis à déclaration en application du code de l'environnement (IOTA)

☐ porte sur des travaux soumis à autorisation environnementale en application du L. 181-1 du code de l'environnement

☐ fait l'objet d'une dérogation au titre du L. 411-2 4° du code de l'environnement (dérogation espèces protégées)

☐ porte sur une installation classée soumise à enregistrement en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement

☐ déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent au titre de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre

Indiquez également si votre projet :

i Informations complémentaires

☐ se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable

☐ se situe dans les abords d'un monument historique

2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation

☐ relève de l'article L. 632-2-1 du code du patrimoine (avis simple de l'architecte des Bâtiments de France pour les antennes-relais et les opérations liées au traitement de l'habitat indigne)

☒ a déjà fait l'objet d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration au titre d'une autre législation que celle du code de l'urbanisme

Précisez laquelle :

Demande de défrichement

☐ est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L. 712-3 du code de l'énergie

☐ porte sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques

9 Engagement du (ou des) demandeurs

J'atteste avoir qualité pour demander la présente autorisation.

Je certifie exacts les renseignements fournis.

Je suis informé (e) qu'une déclaration devra être effectuée auprès des services fiscaux dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux (au sens de l'article 1406 du CGI) pour le calcul des impôts directs locaux et des taxes d'urbanisme, sur l'espace sécurisé du site www.impots.gouv.fr via le service « Gérer mes biens immobiliers ». Le demandeur, et le cas échéant l'architecte, ont connaissance des règles générales de construction prévues par le code de la construction et de l'habitation.

À

Fait le /

Signature du (des) demandeur(s)

⚠ Dans le cadre d'une saisine par voie papier

Votre demande doit être établie en quatre exemplaires et doit être déposée à la mairie du lieu du projet. Vous devrez produire :

– un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou se voit appliquer une autre protection au titre des monuments historiques ;
– un exemplaire supplémentaire, si votre projet se situe dans un site classé, un site inscrit ou une réserve naturelle ;

– un exemplaire supplémentaire, si votre projet fait l'objet d'une demande de dérogation auprès de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture ;
– deux exemplaires supplémentaires, si votre projet se situe dans un cœur de parc national ;
– deux exemplaires supplémentaires dont un sur support dématérialisé, si votre projet est soumis à autorisation d'exploitation commerciale.

10 Pour un permis d'aménager portant sur un lotissement

☐ En application de l'article L. 441-4 du code de l'urbanisme, je certifie avoir fait appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

☐ Si la surface du terrain à aménager est supérieure à 2 500 m², je certifie qu'un architecte au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture, ou qu'un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages, a participé à l'établissement du projet architectural, paysager et environnemental.

Information à remplir sur le professionnel sollicité :

☐ architecte ☐ paysagiste-concepteur

Pour un architecte personne physique :

Nom Prénom

Pour un architecte personne morale :

Dénomination Raison sociale

N° SIRET Type de société (SA, SCI...)

Représentant de la personne morale : ☐ Madame ☐ Monsieur

Nom Prénom

Références cadastrales : fiche complémentaire

Si votre projet porte sur plusieurs parcelles cadastrales, veuillez indiquer pour chaque parcelle cadastrale sa superficie ainsi que la superficie totale du terrain.

Préfixe :				Section :	A	Numéro :	6	7		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	49100
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	6	9		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	5120
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	0		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	1715
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	1		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	1975
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	2		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	1335
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	3		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	6605
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	4		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	1675
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	5		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	9475
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	6		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	10770
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	7		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	10465
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	8		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	9895
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	7	9		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	17340
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	8	0		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	2600
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	8	3		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	2255
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	8	4		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	9685
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	8	5		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	2390
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	8	6		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	2550
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	8	7		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	7460
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	9	2		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	5280
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	9	9		Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	23645
Préfixe :				Section :	A	Numéro :	1	0	0	Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	830
Préfixe :				Section :		Numéro :				Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	
Préfixe :				Section :		Numéro :				Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	
Préfixe :				Section :		Numéro :				Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	
Préfixe :				Section :		Numéro :				Superficie de la parcelle cadastrale (en m²) :	
Superficie totale du terrain (en m²) :											182165

Numéro : Voie :
Lieu-dit :
Localité :
Code postal : BP : Cedex :
Téléphone :
Adresse électronique :
@
Pour les architectes uniquement :
N° de récépissé de déclaration à l'ordre des architectes :
Conseil régional de l'ordre de :

[21] Le numéro de récépissé est transmis par l'architecte auteur du projet architectural lorsque celui-ci est soumis à la formalité de déclaration à l'ordre des architectes. Les six premiers caractères correspondent au numéro d'inscription à l'ordre des architectes.

Traitements des données à caractère personnel

Conformément au Règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation des données et de la loi

n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification.

1 Traitement des données à des fins d'instruction de la demande d'autorisation

Le responsable de traitement est la commune de dépôt de votre dossier. Les données recueillies seront transmises aux services compétents pour l'instruction de votre demande. Pour toute information, question ou exercice de vos droits portant sur la collecte et le traitement de vos données à des fins d'instruction,

veuillez prendre contact avec la mairie du lieu de dépôt de votre dossier. Dans le cas où votre demande relèverait de la compétence de l'État, vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du ministère en charge de l'urbanisme.

2 Traitements à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques

Vos données à caractère personnel sont traitées automatiquement par le Service des données et études statistiques (SDES), service statistique ministériel de l'énergie, du logement, du transport et de l'environnement rattaché au Ministère en charge de l'urbanisme, à des fins de mise en œuvre et de suivi des politiques publiques basées sur la construction neuve et de statistiques sur le fondement des articles R. 423-75 à R. 423-79 du code de l'urbanisme.

Pour toute information complémentaire, vous devez vous reporter à l'arrêté du 16 mars 2021 relatif au traitement automatisé des données d'urbanisme énumérées à l'article R. 423-76 du code de l'urbanisme dénommé « SITADEL » au ministère en charge de l'urbanisme, présent sur le site Légifrance à l'adresse suivante* [🔗](#).

Vous pouvez exercer vos droits auprès du délégué à la protection des données (DPD) du MTE et du MCTRCT :

- à l'adresse suivante :
rgpd.bacs.sdes.cgdd@developpement-durable.gouv.fr ou dpd.daj.sg@developpement-durable.gouv.fr

- ou par courrier (avec copie de votre pièce d'identité en cas d'exercice de vos droits) à l'adresse suivante :

Ministère en charge de l'urbanisme

À l'attention du Délégué à la protection des données
SG/DAJ/AJAG1-2
Grande Arche paroi sud
92055 La Défense cedex

Si vous estimez que vos droits ne sont pas respectés, vous pouvez faire une réclamation auprès de la Commission Nationale Informatique et Libertés (CNIL), par courrier :

À l'attention du délégué à la protection des données
3 Place de Fontenoy
TSA 80715
75334 Paris Cedex 07



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

Bordereau de dépôt des pièces jointes à une demande de permis de construire

- ❶ Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

Pour toute précision sur le contenu exact des pièces à joindre à votre demande, vous pouvez vous référer à la liste détaillée qui vous a été fournie avec le formulaire de demande et vous renseigner auprès de la mairie ou du service départemental de l'État chargé de l'urbanisme.

Cette liste est exhaustive et aucune autre pièce ne peut vous être demandée.

Dans le cadre d'une saisine par voie papier, vous devez fournir quatre dossiers complets constitués chacun d'un exemplaire du formulaire de demande accompagné des pièces nécessaires à l'instruction de votre permis, parmi celles énumérées

ci-dessous [Art. R.423-2 b) du code de l'urbanisme]. Des exemplaires supplémentaires du dossier complet sont parfois nécessaires si vos travaux sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national...) ^[22] ou si des travaux de surélévation d'une construction achevée depuis plus de 2 ans font l'objet d'une demande de dérogation à des règles de construction [Art. L.112-13 du code de la construction et de l'habitation].

Cinq exemplaires supplémentaires des pièces PC1, PC2 et PC3, en plus de ceux fournis dans chaque dossier, sont demandés afin d'être envoyés à d'autres services pour consultation et avis [Art. A. 431-9 du code de l'urbanisme].

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input checked="" type="checkbox"/> PC1. Un plan de situation du terrain [Art. R. 431-7 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC2. Un plan de masse des constructions à édifier ou à modifier [Art. R. 431-9 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC3. Un plan en coupe du terrain et de la construction [Article R. 431-10 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier 5 exemplaires supplémentaires
<input checked="" type="checkbox"/> PC4. Une notice décrivant le terrain et présentant le projet [Art. R. 431-8 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC5. Un plan des façades et des toitures [Art. R. 431-10 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC6. Un document graphique permettant d'apprécier l'insertion du projet de construction dans son environnement [Art. R. 431-10 c) du code de l'urbanisme] ^[23]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC7. Une photographie permettant de situer le terrain dans l'environnement proche [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[23]	1 exemplaire par dossier
<input checked="" type="checkbox"/> PC8. Une photographie permettant de situer le terrain dans le paysage lointain [Art. R. 431-10 d) du code de l'urbanisme] ^[23]	1 exemplaire par dossier

[22] Se renseigner auprès de la mairie.

[23] Cette pièce n'est pas exigée si votre projet se situe dans un périmètre ayant fait l'objet d'un permis d'aménager.

Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou à l'intérieur d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> PC9. Un document graphique faisant apparaître l'état initial et l'état futur de chacune des parties du bâtiment faisant l'objet des travaux. [Art. R. 431-11 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur le domaine public ou en surplomb du domaine public :	
<input type="checkbox"/> PC10. L'accord du gestionnaire du domaine pour engager la procédure d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public [Art. R. 431-13 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des travaux nécessaires à la réalisation d'une opération de restauration immobilière ou sur un immeuble inscrit au titre des monuments historiques, sur un immeuble situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou abords des monuments historiques ou dans un cœur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10-1. Une notice complémentaire indiquant les matériaux utilisés et les modalités d'exécution des travaux [Art. R. 431-14 et R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un coeur de parc national :	
<input type="checkbox"/> PC10 -2. Le dossier prévu au II de l'article R. 331-19 du code de l'environnement [Art. R. 431-14-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à l'obligation de réaliser une étude d'impact :	
<input checked="" type="checkbox"/> PC11. L'étude d'impact ou la décision de dispense d'une telle étude [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC11-1. L'étude d'impact actualisée ainsi que les avis de l'autorité environnementale, des collectivités territoriales et leurs groupements intéressés par le projet [Art. R. 431-16 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet doit faire l'objet d'une évaluation de ses incidences sur un site Natura 2000 en application de l'article L. 414-4 du code de l'environnement :	
<input checked="" type="checkbox"/> PC11-2. Le dossier d'évaluation des incidences prévu à l'Art. R. 414-23 du code de l'environnement ou l'étude d'impact en tenant lieu [Art. R. 431-16 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est accompagné de la réalisation ou de la réhabilitation d'une installation d'assainissement non collectif:	
<input type="checkbox"/> PC11-3. L'attestation de conformité du projet d'installation [Art. R. 431-16 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est tenu de respecter les règles parasismiques et paracycloniques :	
<input type="checkbox"/> PC12. L'attestation d'un contrôleur technique [Art. R. 431-16 e) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone où un plan de prévention des risques impose la réalisation d'une étude :	
<input type="checkbox"/> PC13. L'attestation de l'architecte ou de l'expert certifiant que l'étude a été réalisée et que le projet la prend en compte [Art. R. 431-16 f) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un agrément :	
<input type="checkbox"/> PC14. La copie de l'agrément [Art. R. 431-16 g) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe en commune littorale dans un espace remarquable ou dans un milieu à préserver :	
<input type="checkbox"/> PC15. Une notice précisant l'activité économique qui doit être exercée dans le bâtiment [Art. R. 431-16 h) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite une étude de sécurité publique :	
<input type="checkbox"/> PC16. L'étude de sécurité [Art. R. 431-16 i) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet est tenu de respecter la réglementation thermique ou la réglementation environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC 16-1. Le formulaire attestant la prise en compte de la réglementation thermique et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie, prévu par les articles R. 122-22 et R. 122-23 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-16 j) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC 16-1-1. Le formulaire attestant la prise en compte des exigences de performance énergétique et environnementale et, le cas échéant, la réalisation de l'étude de faisabilité relative aux approvisionnements en énergie en application de l'article R. 122-24-1 et R. 122-24-2 du code de la construction et de l'habitation [Art. R.431-16 j) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est situé à proximité d'une canalisation de transport dans une zone de dangers :	
<input type="checkbox"/> PC 16-2. L'analyse de compatibilité du projet avec la canalisation du point de vue de la sécurité des personnes, prévue à l'art. R. 555-31 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 k) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un bâtiment comportant un lieu sécurisé auquel ont accès les véhicules de transport de fonds en vue de leur chargement ou déchargement :	
<input type="checkbox"/> PC 16-3. Le récépissé de transmission du dossier à la commission départementale de la sécurité des transports de fonds [Art. R. 431-16 l) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet fait l'objet d'une concertation :	
<input type="checkbox"/> PC16-4. Le bilan de la concertation et le document conclusif [Art. R. 431-16 m) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe sur un terrain ayant accueilli une installation classée mise à l'arrêt définitif et régulièrement réhabilitée pour permettre l'usage défini dans les conditions prévues aux articles L. 512-6-1, L. 512-7-6 et L. 512-12-1 du code de l'environnement, et lorsqu'un usage différent est envisagé:	
<input type="checkbox"/> PC 16-5. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R. 431-16 n) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un secteur d'information sur les sols, et si la construction projetée n'est pas dans le périmètre d'un lotissement autorisé ayant déjà fait l'objet d'une demande comportant une attestation garantissant la réalisation d'une étude des sols :	
<input type="checkbox"/> PC 16-6. Une attestation établie par un bureau d'études certifié dans le domaine des sites et sols pollués, ou équivalent, garantissant que les mesures de gestion de la pollution au regard du nouvel usage du terrain projeté ont été prise en compte dans la conception du projet. [Art. R.431-16 o) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet déroge à certaines règles de construction et met en œuvre une solution d'effet équivalent :	
<input type="checkbox"/> PC 16-7. L'attestation montrant le caractère équivalent des résultats obtenus par les moyens mis en œuvre, ainsi que leur caractère innovant [Art. 5 de l'ordonnance n° 2018-937 du 30 octobre 2018 visant à faciliter la réalisation de projets de construction et à favoriser l'innovation]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur des constructions situées dans un emplacement réservé à la réalisation d'un programme de logements par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu [Art. L. 151-41 4° du code de l'urbanisme] ou dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu dans lesquels, en cas de réalisation d'un programme de logement, une partie de ce programme doit être affectée à des catégories de logements locatifs sociaux [Art. L. 151-15 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17. Un tableau indiquant la surface de plancher des logements créés correspondant aux catégories de logements dont la construction sur le terrain est imposée par le plan local d'urbanisme ou le document d'urbanisme en tenant lieu [Art. R. 431-16-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Si votre projet porte sur des constructions situées dans un secteur délimité par le plan local d'urbanisme ou le document en tenant lieu dans lequel les programmes de logements doivent comporter une proportion de logements d'une taille minimale [Art. L. 151-14 du code de l'urbanisme] :	
<input type="checkbox"/> PC17-1. Un tableau indiquant la proportion de logements de la taille minimale imposée par le plan local d'urbanisme ou par le document en tenant lieu [Art. R. 431-16-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la construction d'un immeuble collectif de plus de douze logements ou de plus de 800 m² de surface de plancher, située dans une commune faisant l'objet d'un arrêté de carence en logements sociaux, et en l'absence de dérogation préfectorale :	
<input type="checkbox"/> PC 17-2 Un tableau indiquant le nombre de logements familiaux et la part de ces logements familiaux correspondant à des logements locatifs sociaux définis à l'article L. 302-5 du code de la construction et de l'habitation hors logements financés avec un prêt locatif social [Art. R. 431-16-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez un dépassement de COS (coefficient d'occupation des sols) en cas de POS ou une majoration du volume constructible en cas de PLU, justifié par la construction de logements sociaux :	
<input type="checkbox"/> PC18. La délimitation de cette partie des constructions [Art. R. 431-17 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC19. La mention de la surface de plancher correspondante [Art. R. 431-17 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC20. L'estimation sommaire du coût foncier qui lui sera imputé [Art. R. 431-17 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC21. Dans les communes de la métropole, l'engagement du demandeur de conclure la convention prévue au 3° de l'article L.831-1 du code de la construction et de l'habitation. [Art. R. 431-17 d) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de gabarit en cas de PLU en justifiant que vous faites preuve d'exemplarité énergétique ou environnementale :	
<input type="checkbox"/> PC22. Un document prévu aux articles R. 171-1 à R. 171-5 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité énergétique ou d'exemplarité environnementale ou est à énergie positive selon les critères définis par ces dispositions [Art. R. 431-18 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC23. Un document par lequel le demandeur s'engage à installer des dispositifs conformes aux dispositions de l'arrêté prévu au 2° de l'article R. 111-23 [Art. R. 431-18-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un défrichement :	
<input checked="" type="checkbox"/> PC24. La copie de la lettre du préfet qui vous fait savoir que votre demande d'autorisation de défrichement est complète, si le défrichement est ou non soumis à reconnaissance de la situation et de l'état des terrains et si la demande doit ou non faire l'objet d'une enquête publique [Art. R. 431-19 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur une installation classée pour la protection de l'environnement :	
<input type="checkbox"/> PC25. Une justification du dépôt de la déclaration au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement [Art. R. 431-20 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC25-1. Le récépissé de la demande d'enregistrement lorsqu'il s'agit d'une installation classée pour la protection de l'environnement pour laquelle une demande d'enregistrement a été déposée en application de l'article L. 512-7 du code de l'environnement [Art. R. 431-16 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet nécessite un permis de démolir :	
<input type="checkbox"/> PC26. La justification du dépôt de la demande de permis de démolir [Art. R. 431-21 a) du code de l'urbanisme] OU , si la demande de permis de construire vaut demande de permis de démolir :	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC27. Les pièces à joindre à une demande de permis de démolir, selon l'annexe page 22 [Art. R. 431-21 b) du code de l'urbanisme]	
Si votre projet se situe dans un lotissement :	
<input type="checkbox"/> PC28. Le certificat indiquant la surface constructible attribuée à votre lot [Art. R. 442-11 1 ^{er} al.) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

<input type="checkbox"/> PC29. Le certificat attestant l'achèvement des équipements desservant le lot [Art. R. 431-22-1 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC29-1. L'attestation de l'accord du lotisseur, en cas de subdivision de lot [Art. R. 431-22-1 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone d'aménagement concertée (ZAC) :	
<input type="checkbox"/> PC30. La copie des dispositions du cahier des charges de cession de terrain approuvé et publié dans les conditions de l'article D.311-11-1 qui indiquent le nombre de m² constructibles sur la parcelle et, si elles existent, des dispositions du cahier des charges, qui fixent les prescriptions techniques, urbanistiques et architecturales imposées pour la durée de réalisation de la zone [Art. R. 431-23 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC31. La convention entre la commune ou l'établissement public et vous qui fixe votre participation au coût des équipements de la zone [Art. R. 431-23 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une opération d'intérêt national (OIN) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-1. L'attestation de l'aménageur certifiant qu'il a réalisé ou prendra en charge l'intégralité des travaux mentionnés à l'article R. 331-5 du code de l'urbanisme [Art. R. 431-23-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans un périmètre de projet urbain partenarial (PUP) :	
<input type="checkbox"/> PC 31-2. L'extrait de la convention précisant le lieu du projet urbain partenarial et la durée d'exonération de la taxe d'aménagement [Art. R. 431-23-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain d'assiette doit faire l'objet d'une division avant l'achèvement de l'ensemble du projet :	
<input type="checkbox"/> PC32. Le plan de division du terrain [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> PC33. Le projet de constitution d'une association syndicale des futurs propriétaires [Art. R. 431-24 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le projet est soumis à la redevance bureaux :	
<input type="checkbox"/> PC 33-1. Le formulaire de déclaration de la redevance bureaux [Art. R. 431-25-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si le terrain ne peut comporter les emplacements de stationnement imposés par le document d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC34. Le plan de situation du terrain sur lequel sont réalisées les aires de stationnement et le plan des constructions et aménagements correspondants [Art. R. 431-26 a) du code de l'urbanisme] OU <input type="checkbox"/> PC35. La promesse synallagmatique de concession ou d'acquisition [Art. R. 431-26 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un équipement commercial dont la surface de vente est comprise entre 300 et 1000 m² dans une commune de moins de 20 000 habitants :	
<input type="checkbox"/> PC36. Une notice précisant la nature du commerce projeté et la surface de vente [Art. R. 431-27-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation de création de salle de spectacle cinématographique :	
<input type="checkbox"/> PC37. La copie de la lettre du préfet attestant que le dossier de demande est complet. [Art. R. 431-28 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur un immeuble de grande hauteur (IGH) :	
<input type="checkbox"/> PC38. Le récépissé de dépôt en préfecture de la demande d'autorisation prévue à l'article R. 146-14 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-29 du code de l'urbanisme]	3 exemplaires
Si votre projet porte sur un établissement recevant du public (ERP) :	
<input type="checkbox"/> PC39. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées prévu à l'article R. 122-11 a) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 a) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique

<input type="checkbox"/> PC40. Le dossier spécifique permettant de vérifier la conformité du projet avec les règles de sécurité prévu par l'article R. 122-11 b) du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-30 b) du code de l'urbanisme]	3 exemplaires du dossier spécifique
Si vous demandez une dérogation à une ou plusieurs règles du plan local d'urbanisme ou du document en tenant lieu pour réaliser des travaux nécessaires à l'accessibilité des personnes handicapées à un logement existant :	
<input type="checkbox"/> PC40-1. Une note précisant la nature des travaux pour lesquels une dérogation est sollicitée et justifiant que ces travaux sont nécessaires pour permettre l'accessibilité du logement à des personnes handicapées [Art. R. 431-31 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles constructives mentionnées à l'article L. 112-13 du code de la construction et de l'habitation, pour la création ou l'agrandissement de logements par surélévation d'un immeuble achevé depuis plus de 2 ans :	
<input type="checkbox"/> PC 40-2. Une demande de dérogation comprenant les précisions et les justifications définies à l'article R. 112-9 du code de la construction et de l'habitation [Art. R. 431-31-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une ou plusieurs dérogations aux règles constructives au titre de l'article L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-3. Une note précisant la nature de la ou des dérogations demandées justifiant du respect des objectifs et des conditions fixées aux articles L. 151-29-1, L. 152-5, L.152-5-1 et L. 152-6 du code de l'urbanisme pour chacune des dérogations demandées. [Art. R. 431-31-2 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si vous demandez une dérogation aux règles de hauteur du plan local d'urbanisme prévue à l'article L.152-5-2 du code de l'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC40-4. Une demande de dérogation comprenant le document prévu à l'article R.171-3 du code de la construction et de l'habitation attestant que la construction fait preuve d'exemplarité environnementale [Art. R.431-31-3 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à une servitude dite « de cours communes » :	
<input type="checkbox"/> PC41. Une copie du contrat ou de la décision judiciaire relatif à l'institution de ces servitudes [Art. R. 431-32 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est subordonné à un transfert des possibilités de construction :	
<input type="checkbox"/> PC42. Une copie du contrat ayant procédé au transfert de possibilité de construction résultant du COS [Art. R. 431-33 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet est soumis à une autorisation d'exploitation commerciale :	
<input type="checkbox"/> PC43. Le dossier d'autorisation d'exploitation commerciale [Art. R. 431-33-1 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet se situe dans une zone réglementée s'agissant de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant :	
<input type="checkbox"/> PC44. Le dossier de demande d'autorisation de travaux [Art. L.126-20 et L.183-14 du code de la construction et de l'habitation et arrêté du 8 décembre 2016 relatif aux modalités de constitution du dossier de demande d'autorisation de travaux conduisant à la création de locaux à usage d'habitation dans un immeuble existant]	3 exemplaires du dossier spécifique + 1 exemplaire supplémentaire si l'avis ou l'accord est requis de l'autorité compétente dans le domaine de l'architecture et du patrimoine ou de l'architecte des Bâtiments de France
Si votre projet est soumis, au titre du code du tourisme, à une autorisation de location d'un local à usage commercial en tant que meublé de tourisme tenant lieu d'autorisation d'urbanisme :	
<input type="checkbox"/> PC 45. Un document contenant la mention et les éléments prévus au 1) de l'article R. 324-1-7 du code du tourisme.	1 exemplaire par dossier
Si vous bénéficiez, lorsque votre projet est soumis à une obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid, d'une dérogation :	
<input type="checkbox"/> PC 46. La décision prise sur la demande de dérogation à l'obligation de raccordement à un réseau de chaleur et de froid prévue à l'article L.712-3 du code de l'énergie [Art. R.431-16 q) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

ANNEXE

Bordereau de dépôt des pièces jointes lorsque le projet comporte des démolitions

-  Cochez les cases correspondant aux pièces jointes à votre demande et reportez le numéro correspondant sur la pièce jointe.

1 Pièces obligatoires pour tous les dossiers

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
<input type="checkbox"/> A1. Un plan de masse des constructions à démolir ou s'il y a lieu à conserver [Art. R. 451-2 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A2. Une photographie du ou des bâtiments à démolir [Art. R. 451-2 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

2 Pièces à joindre selon la nature et/ou la situation du projet

Pièce	Nombre d'exemplaires à fournir uniquement dans le cadre d'une saisine par voie papier
Si votre projet porte sur la démolition totale d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A3. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A4. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet porte sur la démolition partielle d'un bâtiment inscrit au titre des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A5. Une notice expliquant les raisons pour lesquelles la conservation du bâtiment ne peut plus être assurée [Art. R. 451-3 a) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A6. Des photographies des façades et toitures du bâtiment et de ses dispositions intérieures [Art. R. 451-3 b) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
<input type="checkbox"/> A7. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte aux parties conservées du bâtiment [Art. R. 451-3 c) du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier
Si votre projet de démolition est situé dans le périmètre d'un site patrimonial remarquable ou dans les abords des monuments historiques :	
<input type="checkbox"/> A8. Le descriptif des moyens mis en œuvre pour éviter toute atteinte au patrimoine protégé [Art. R. 451-4 du code de l'urbanisme]	1 exemplaire par dossier

Notice d'information pour les demandes de permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir et déclaration préalable

Articles L.421-1 et suivants ; R.421-1 et suivants du code de l'urbanisme

1 Quel formulaire devez-vous utiliser pour être autorisé à réaliser votre projet ?

Il existe trois permis :

- le **permis de construire** ;
- le **permis d'aménager** ;
- le **permis de démolir**.

Selon la nature, l'importance et la localisation

des travaux ou aménagements, votre projet pourra soit :

- être précédé du dépôt d'une autorisation (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir) ;
- être précédé du dépôt d'une déclaration préalable ;
- n'être soumis à aucune formalité au titre du Code de l'urbanisme avec l'obligation cependant pour ces projets de respecter les règles d'urbanisme.

La nature de votre projet déterminera le formulaire à remplir : les renseignements à fournir et les pièces à joindre à votre demande sont différents en fonction des caractéristiques de votre projet.

Le permis d'aménager et le permis de construire font l'objet d'un formulaire commun. Les renseignements à fournir et les pièces à joindre à la demande sont différents en fonction de la nature du projet.

Si votre projet comprend à la fois des aménagements, des constructions et des démolitions, vous pouvez choisir de demander un seul permis et utiliser un seul formulaire.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>).

→ Le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire peut être utilisé pour tous types de travaux ou d'aménagements.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir et/ou des constructions, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

⚠ Les pièces à joindre seront différentes en fonction de la nature du projet.

→ Le formulaire de demande de permis

de construire pour une maison individuelle doit être utilisé pour les projets de construction d'une seule maison individuelle d'habitation et de ses annexes (garages...) ou pour tous travaux sur une maison individuelle existante.

Si votre projet nécessite en plus d'effectuer des démolitions soumises à permis de démolir, vous pouvez en faire la demande avec ce formulaire.

→ Le **formulaire de permis de démolir** (cerfa n° 13405) doit être utilisé pour les projets de démolition totale ou partielle d'une construction protégée ou située dans un secteur protégé ou lorsque le conseil municipal du lieu où se situe le projet a institué cette obligation. Lorsque ces démolitions dépendent d'un projet de construction ou d'aménagement, le formulaire de demande de permis d'aménager et de construire permettent également de demander l'autorisation de démolir.

→ Le **formulaire de déclaration préalable** doit être utilisé pour déclarer des aménagements, des constructions ou des travaux non soumis à permis. Lorsque votre projet concerne une maison individuelle existante, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable à la réalisation de constructions et travaux non soumis à permis de construire portant sur une maison individuelle et/ou ses annexes.

Lorsque votre projet concerne la création d'un lotissement non soumis à permis d'aménager ou une division foncière soumise à contrôle par la commune, vous devez utiliser le formulaire de déclaration préalable pour les lotissements et autres divisions foncières non soumis à permis d'aménager.

2 Informations utiles

→ Qui peut déposer une demande ?

- En application de l'article R. 423-1 du code de l'urbanisme, vous pouvez déposer une demande si vous déclarez que vous êtes dans l'une des quatre situations suivantes :

- vous êtes propriétaire du terrain ou mandataire du ou des propriétaires ;
- vous avez l'autorisation du ou des propriétaires ;
- vous êtes co-indivisaire du terrain en indivision ou son mandataire ;
- vous avez qualité pour bénéficier de l'expropriation du terrain pour cause d'utilité publique.

Si vous êtes titulaire d'une autorisation d'urbanisme, vous serez redevable, le cas échéant, de la taxe d'aménagement.

→ Recours à l'architecte

En principe vous devez faire appel à un architecte pour établir votre projet de construction. Cependant, vous n'êtes pas obligé de recourir à un architecte si vous êtes un particulier, une exploitation agricole ou une coopérative d'utilisation de matériel agricole (CUMA) et que vous déclarez vouloir édifier ou modifier pour vous-même :

- une construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher n'excède pas 150 m² ;
- une extension de construction à usage autre qu'agricole dont la surface de plancher cumulée à la surface de plancher existante, n'excède pas 150 m² ;
- une construction à usage agricole ou une construction nécessaire au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les CUMA dont ni la surface de plancher, ni l'emprise au sol ne dépasse pas 800 m² ;
- des serres de production dont le pied-droit a une hauteur inférieure à 4 mètres et dont la surface de plancher et l'emprise au sol n'excèdent pas 2000 m².

Lorsque le recours à l'architecte est obligatoire pour établir le projet architectural faisant l'objet de la demande, celui-ci doit comporter la signature de tous les architectes qui ont contribué à son élaboration (loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture). Un demandeur d'un permis d'aménager portant sur un lotissement doit faire appel aux compétences nécessaires en matière d'architecture, d'urbanisme et de paysage pour établir le projet architectural, paysager et environnemental (PAPE).

Au-dessus d'un seuil de surface de terrain à aménager de 2 500 m², un architecte, au sens de l'article 9 de la loi n° 77-2 du 3 janvier 1977 sur l'architecture ou un paysagiste-concepteur au sens de l'article 174 de la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages devra obligatoirement participer à l'élaboration du PAPE.

3 Modalités pratiques

→ Comment constituer le dossier de demande ?

Pour que votre dossier soit complet, le formulaire doit être soigneusement rempli. Le dossier doit comporter les pièces figurant dans le bordereau de remise. Le numéro de chaque pièce figurant dans le bordereau de remise doit être reporté sur la pièce correspondante.

Si vous oubliez des pièces ou si les informations nécessaires à l'examen de votre demande ne sont pas présentes, l'instruction de votre dossier ne pourra pas débuter.

Une notice explicative détaillée est disponible sur le site officiel de l'administration française (<http://www.service-public.fr>). Elle vous aidera à constituer votre dossier et à déterminer le contenu de chaque pièce à joindre.

⚠ Votre dossier sera examiné sur la foi des déclarations et des documents que vous fournissez. En cas de fausse déclaration, vous vous exposez à une annulation de la décision et à des sanctions pénales.

→ Combien d'exemplaires faut-il fournir dans le cadre d'une saisine par voie papier ?

Pour les demandes de permis, vous devez fournir quatre exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne. Pour la déclaration préalable, vous devez fournir deux exemplaires de la demande et du dossier qui l'accompagne.

⚠ Des exemplaires supplémentaires sont parfois nécessaires si vos travaux ou aménagements sont situés dans un secteur protégé (monument historique, site, réserve naturelle, parc national), font l'objet d'une demande de dérogation au code de la construction et de l'habitation, ou sont soumis à une autorisation d'exploitation commerciale.

⚠ Certaines pièces sont demandées en nombre plus important parce qu'elles seront envoyées à d'autres services pour consultation et avis.

→ Où déposer la demande ou la déclaration par voie papier ?

La demande ou la déclaration doit être adressée par pli recommandé avec demande d'avis de réception ou déposée à la mairie de la commune où se situe le terrain. Le récépissé qui vous sera remis vous précisera les délais d'instruction.

→ Comment déposer ma demande ou ma déclaration par voie électronique ?

À compter du 1^{er} janvier 2022, toutes les communes doivent être en mesure de recevoir les demandes d'autorisation d'urbanisme de manière dématérialisée. Vous pouvez vous rapprocher ou consulter le site internet de la commune compétente pour recevoir votre demande afin de connaître les modalités de saisine par voie électronique qu'elle aura retenues. Pour vous aider à compléter votre dossier, vous pouvez également utiliser le service en ligne d'assistance aux demandes d'autorisation d'urbanisme (AD'AU) disponible sur service-public.fr. Celui-ci permet la constitution de votre dossier de manière dématérialisée et d'être guidé dans votre démarche (rubriques à renseigner et justificatifs à produire). Lorsque la commune compétente pour recevoir votre demande s'est raccordée à l'outil, votre dossier pourra également lui être transmis automatiquement.

→ Quand sera donnée la réponse ?

Le délai d'instruction est de :

- 3 mois pour les demandes de permis de construire ou d'aménager ;
- 2 mois pour les demandes de permis de construire une maison individuelle et pour les demandes de permis de démolir ;
- 1 mois pour les déclarations préalables.

⚠ Dans certains cas (monument historique, parc national, établissement recevant du public...), le délai d'instruction est majoré, vous en serez alors informé dans le mois qui suit le dépôt de votre demande en mairie.

4 Informations complémentaires

Si vous avez un doute sur la situation de votre terrain ou sur le régime (permis ou déclaration) auquel doit être soumis votre projet, vous pouvez demander conseil à la mairie du lieu du dépôt de la demande.

Vous pouvez obtenir des renseignements et remplir les formulaires en ligne sur le site officiel de l'administration française ([http:// www.service-public.fr](http://www.service-public.fr)).

Rappel : vous devez adresser une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) à chacun des exploitants des réseaux aériens et enterrés (électricité, gaz, téléphone et internet, eau, assainissement...) susceptibles d'être endommagés lors des travaux prévus (www.reseaux-et-canalizations.gouv.fr)

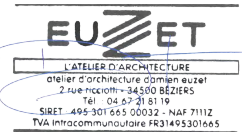
5 Taxes d'urbanisme

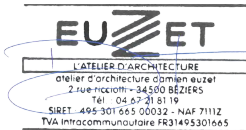
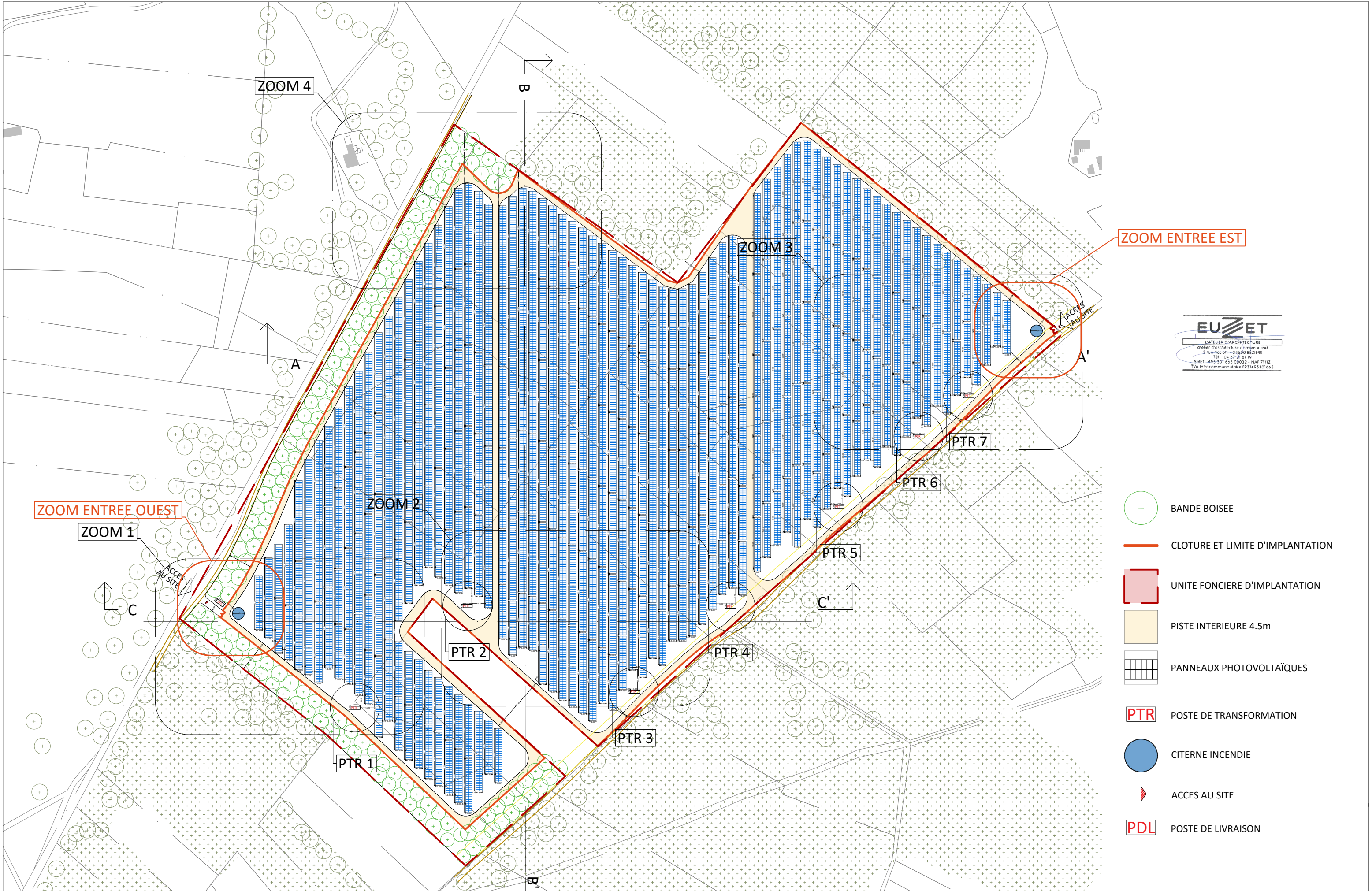
Il est rappelé que les opérations d'aménagement, de construction, de reconstruction et d'agrandissement des bâtiments, installations ou aménagements de toute nature soumises à un régime d'autorisation en vertu du code de l'urbanisme donnent lieu au paiement de la taxe d'aménagement et éventuellement de la part « logement » de la redevance d'archéologie préventive. Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale a été déposée avant le 1^{er} septembre 2022 ainsi que les demandes d'autorisations modificatives ou de transfert d'un permis délivré en cours de validité déposées après cette date mais se rapportant à une demande d'autorisation initiale déposée avant le 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article L331-1 du code de l'urbanisme (taxe d'aménagement) et à l'article L524-4 du code du patrimoine (redevance d'archéologie préventive). La déclaration des éléments nécessaires au calcul de ces taxes doit être complétée et jointe au dossier de demande d'autorisation. Le paiement interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés 12 mois après la délivrance de votre autorisation. A noter que la taxe d'aménagement est payable en deux fois (12 et 24 mois après la délivrance de l'autorisation) lorsque son montant dépasse 1 500 euros.

Pour les autorisations d'urbanisme dont la demande d'autorisation initiale est déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, ces taxes sont mentionnées à l'article 1635 quater A du code général des impôts (taxe d'aménagement) et à l'article 235 ter ZG du même code (redevance d'archéologie préventive). La souscription d'une déclaration en ligne via votre espace « Gérer mes biens immobiliers » accessible depuis votre espace sécurisé sur le site www.impots.gouv.fr vous sera demandée dans les 90 jours suivant l'achèvement des travaux au sens de l'article 1406 du code général des impôts.

Le paiement de chacune de ces deux taxes interviendra à l'appui des titres de perception qui vous seront adressés suite à votre déclaration. La taxe d'aménagement reste payable en deux fois (90 jours et 9 mois après l'achèvement des travaux) lorsque son montant dépasse 1 500 euros. Précision importante : pour toute demande d'autorisation initiale déposée à compter du 1^{er} septembre 2022, si vous bénéficiez d'un certificat d'urbanisme, vous pourrez demander à l'administration fiscale d'appliquer au calcul de votre taxe d'aménagement les exonérations et taux en vigueur

ANNEXE 2 : PC02 MODIFIEE





ZOOM ENTREE EST

ZOOM ENTREE OUEST

ZOOM 1

ZOOM 2

ZOOM 3

ZOOM 4

PTR 2

PTR 1

PTR 4

PTR 3

PTR 5

PTR 6

PTR 7



BANDE BOISEE



CLOTURE ET LIMITE D'IMPLANTATION



UNITE FONCIERE D'IMPLANTATION



PISTE INTERIEURE 4.5m



PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES



POSTE DE TRANSFORMATION



CITERNE INCENDIE



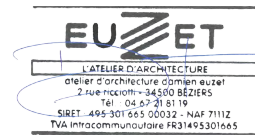
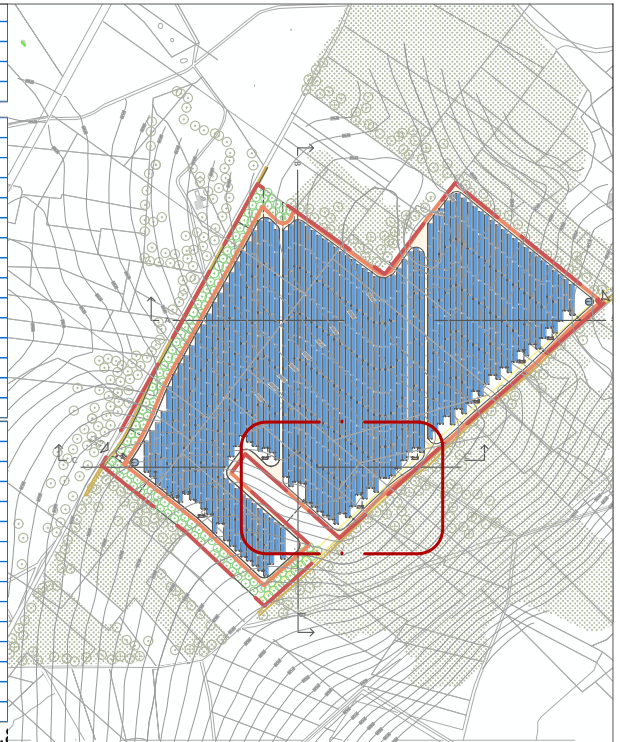
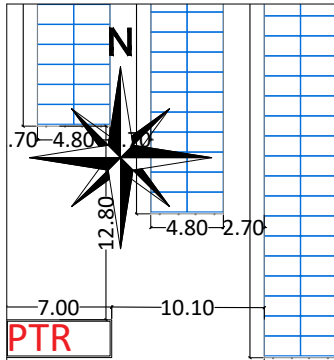
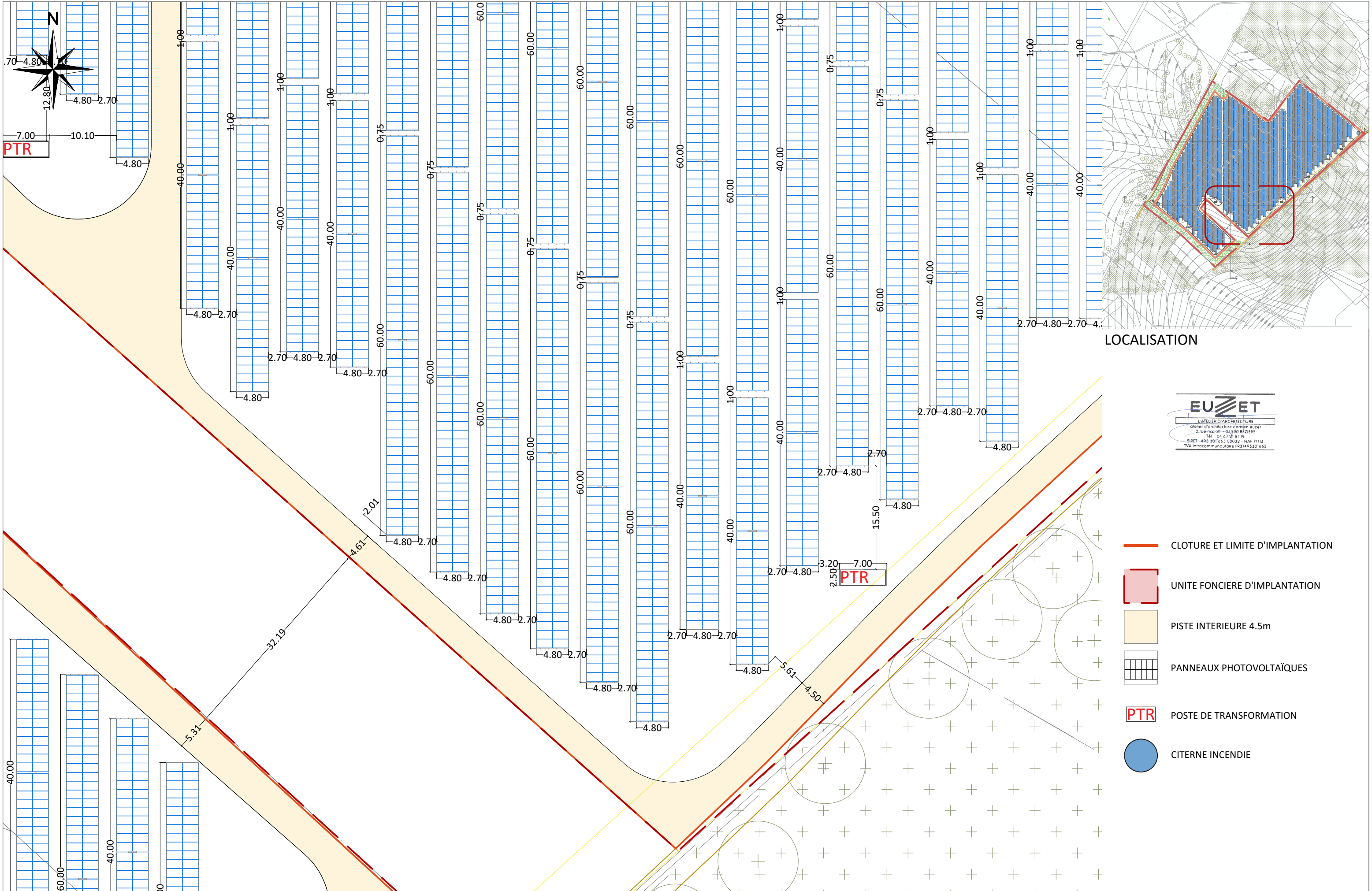
ACCES AU SITE



POSTE DE LIVRAISON



plan de masse projet

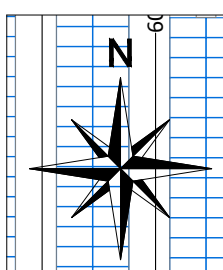
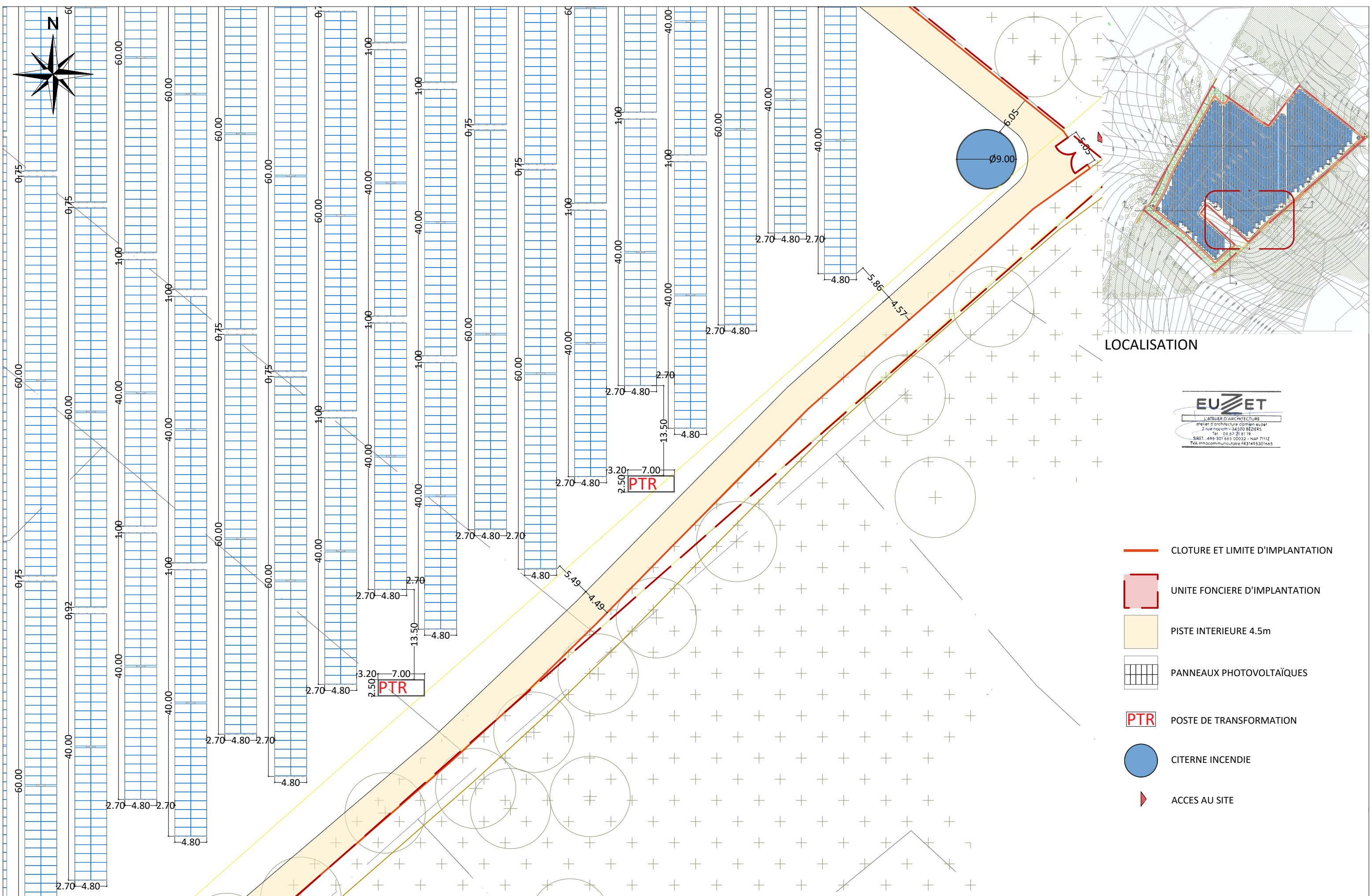


- CLOTURE ET LIMITE D'IMPLANTATION
- UNITE FONCIERE D'IMPLANTATION
- PISTE INTERIEURE 4.5m
- PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES
- POSTE DE TRANSFORMATION
- CITERNE INCENDIE



Plan de masse projet - Zoom 2

Centrale PV au sol - Tour-de-faure	PC2
TS001TOUR	
éch : 1 / 500°	



LOCALISATION

EUZET

L'ATELIER D'ARCHITECTURE

Atelier d'architecture damien euzet

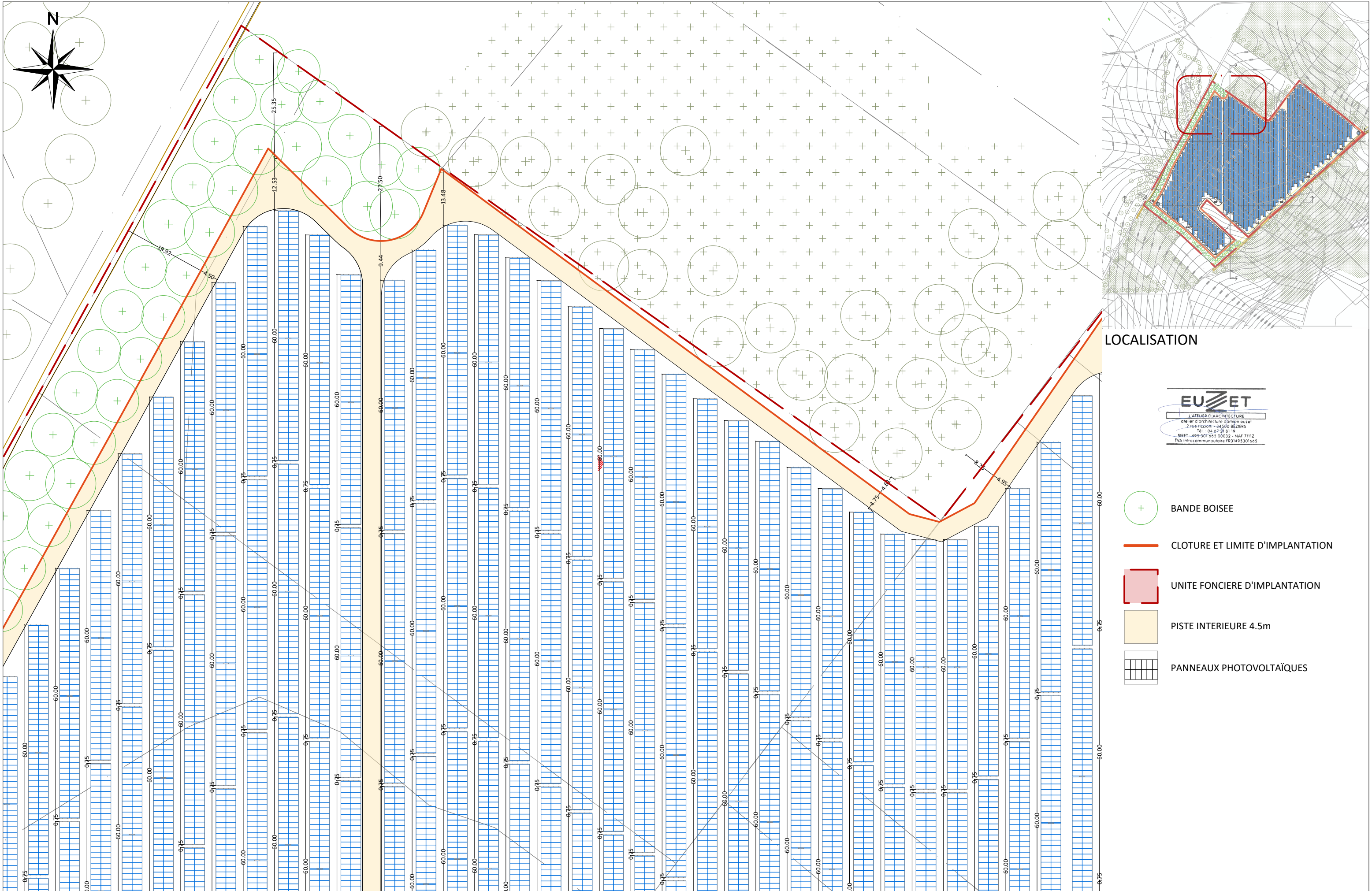
2 rue Ricciotti - 34 500 BEZIERS

Tel : 04 67 21 81 19

SIRET : 498 301 645 00032 - NAF 7111Z

TVA Intracommunautaire FR31495301665

- CLOTURE ET LIMITE D'IMPLANTATION
- UNITE FONCIERE D'IMPLANTATION
- PISTE INTERIEURE 4.5m
- PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES
- POSTE DE TRANSFORMATION
- CITERNE INCENDIE
- ACCES AU SITE



LOCALISATION



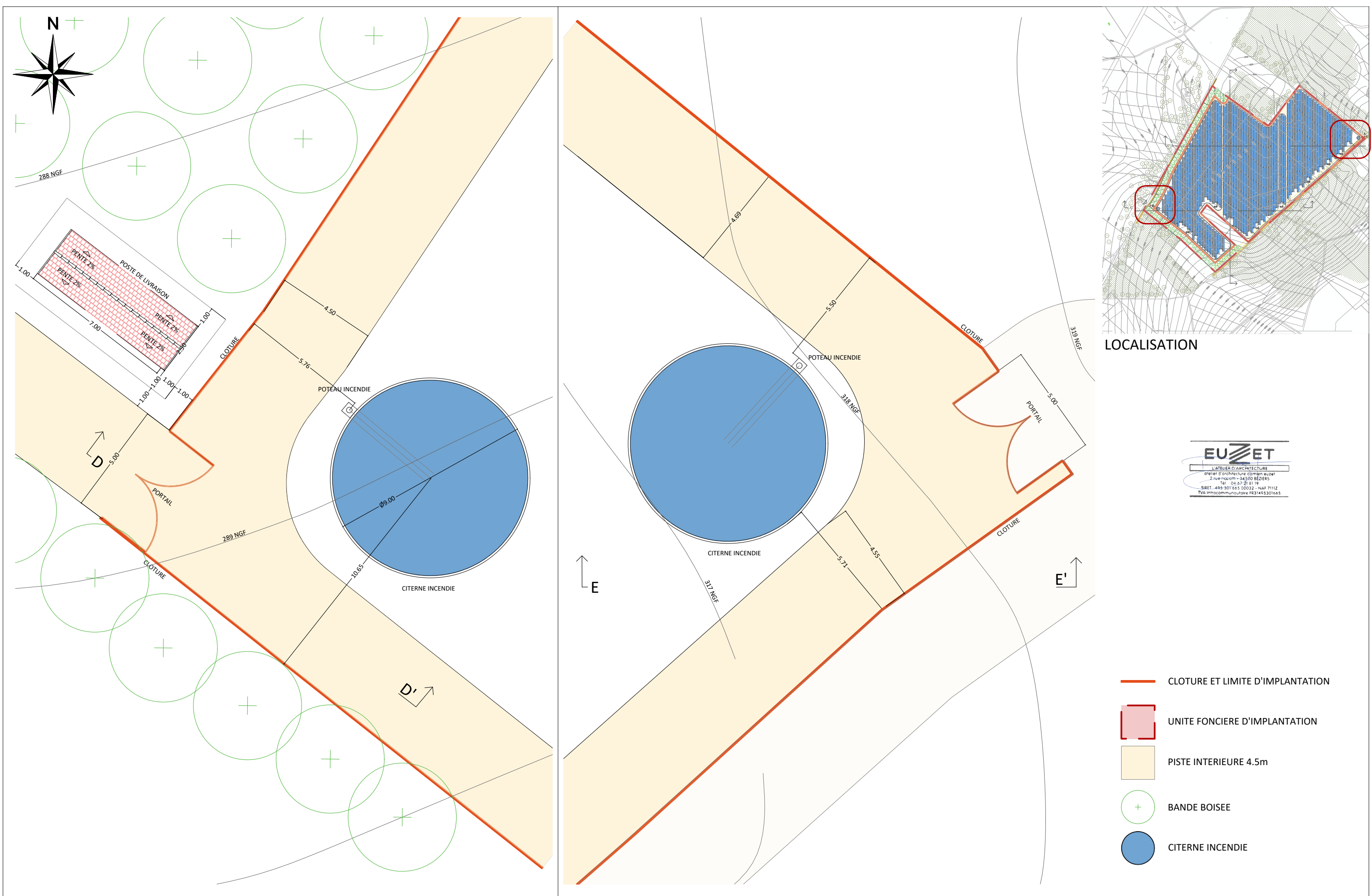
- BANDE BOISEE
- CLOTURE ET LIMITE D'IMPLANTATION
- UNITE FONCIERE D'IMPLANTATION
- PISTE INTERIEURE 4.5m
- PANNEAUX PHOTOVOLTAÏQUES



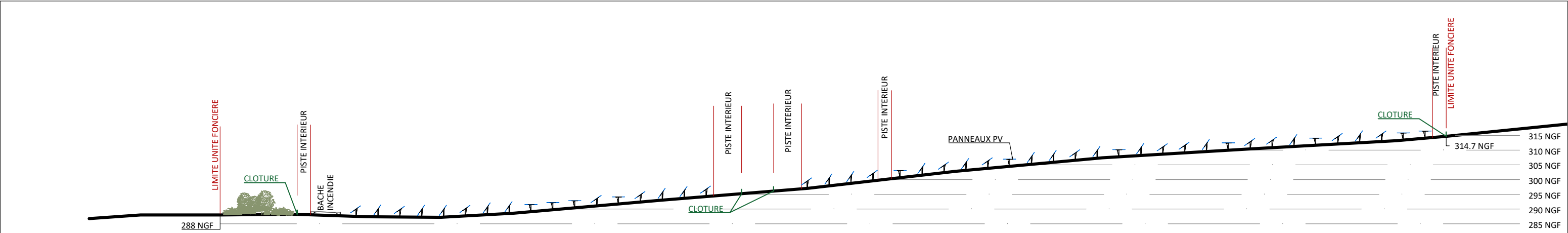
Plan de masse projet - Zoom 4

ATELIER D'ARCHITECTURE DAMIEN EUZET - 2 rue Ricciotti 34 500 BEZIERS - tel : 04 67 21 81 19 - mail : secretariat@aade-architectes.fr

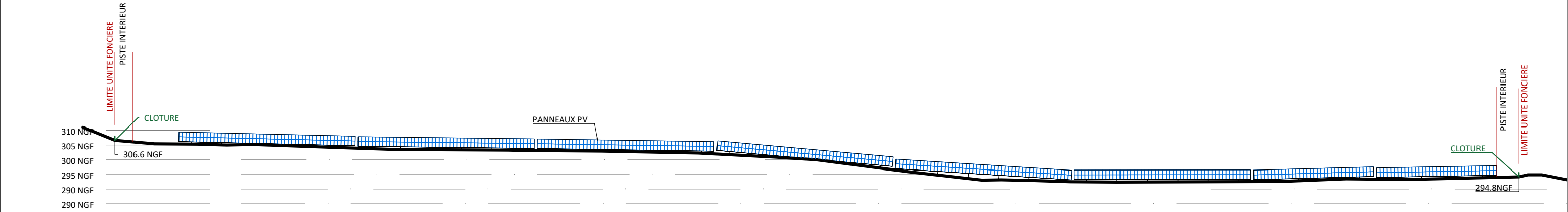
Centrale PV au sol - Tour-de-faure	PC2
TS001TOUR	
éch : 1 / 500°	



ANNEXE 3 : PC03 MODIFIEE



COUPE A-A'



COUPE B-B'

EUZET

L'ATELIER D'ARCHITECTURE

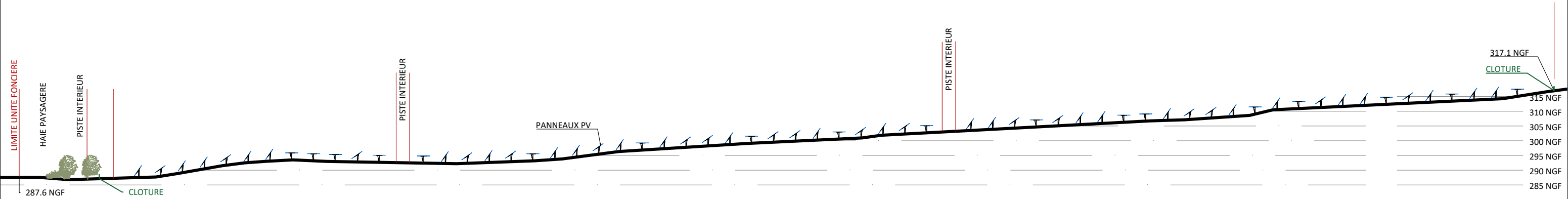
atelier d'architecture damien euzet

2 rue ricciotti - 34500 BEZIERS

Tel : 04 67 21 81 19

SIRET : 496 501 615 00032 - NAF 7111Z

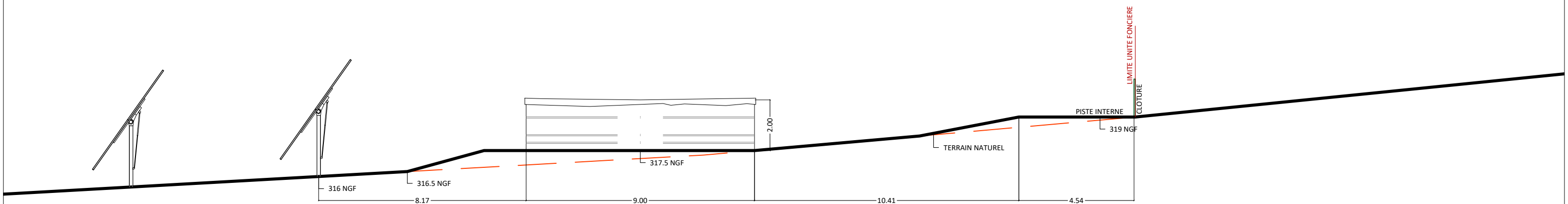
TVA intracommunautaire FR31455301665



COUPE C-C'



COUPE D-D'



COUPE E-E'

EUZET

L'ATELIER D'ARCHITECTURE

Atelier d'architecture damien euzet

2 rue ricciotti - 34500 BEZIERS

Tel : 04 67 21 81 19

SIRET : 495 301 665 00032 - NAF 7111Z

TVA intracommunautaire FR31495301665

EUZET

L'ATELIER D'ARCHITECTURE

Coupes sur terrain

ATELIER D'ARCHITECTURE DAMIEN EUZET - 2 rue Ricciotti 34 500 BEZIERS - tel : 04 67 21 81 19 - mail : secretariat@aade-architectes.fr

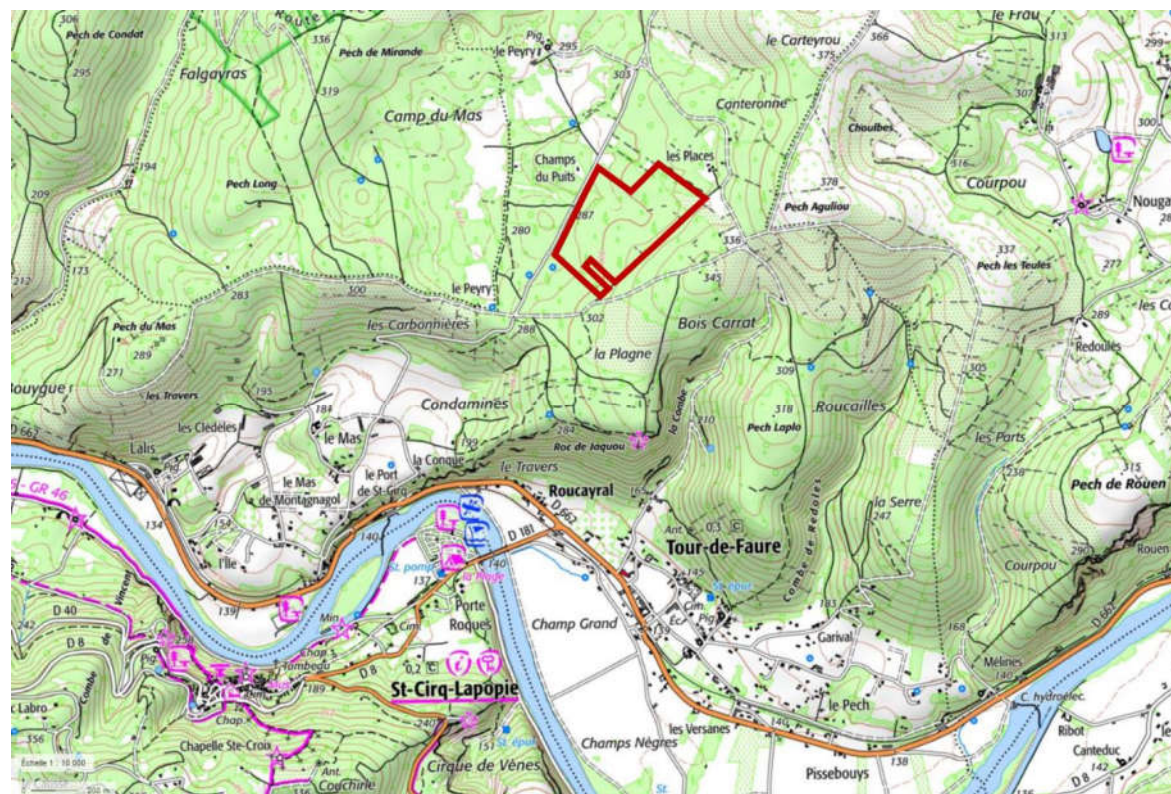
Centrale PV au sol - Tour-de-faure	PC3
TS001TOUR	
éch : 1 / 1250°	

ANNEXE 4 : PC04 MIS A JOUR

NOTICE DE PRESENTATION (PC4)

1. PRESENTATION DE L'ETAT INITIAL DU TERRAIN :

Le projet de réalisation d'une centrale solaire photovoltaïque au sol, se situe sur la commune de **Tour de Faure**, dans le département du **Lot (46)**, en région Occitanie. Tour-de-Faure se situe à 15 km à l'Est de Cahors, commune préfecture du Lot. Le projet est localisé au nord-est du territoire communal.



La zone de projet est située à proximité de plusieurs chemins ruraux qui la longent. L'accès au site se fait par les chemins ruraux « Route des Placettes » et « Chemin de Saint-Cirq-Lapopie ». L'accès depuis le village se fait à travers la « Route des Placettes ».

Le projet s'insère sur une zone de 120 hectares classée en N-xer du PLU délibéré le 18/12/2010 de la commune de Tour de Faure. Ladite zone est destinée à l'accueil d'un parc de panneaux solaires ou photovoltaïque au sol et les bâtiments annexes liés à son fonctionnement (onduleurs, transformateurs, poste de livraison...).

La zone de projet s'étend sur 21 parcelles de la section A du cadastre, numérotées : 67, 69 à 80, et n°83 à 87, et n°92, 99, et 100. La superficie totale de l'unité foncière est de 182 165 m².

Le terrain objet du projet est constitué d'espaces fermés composés essentiellement

de boisements (pins noir et sapins douglas). Le terrain présente un profil déclinant du Nord-est au Sud-ouest avec une pente moyenne approximée à 7%.

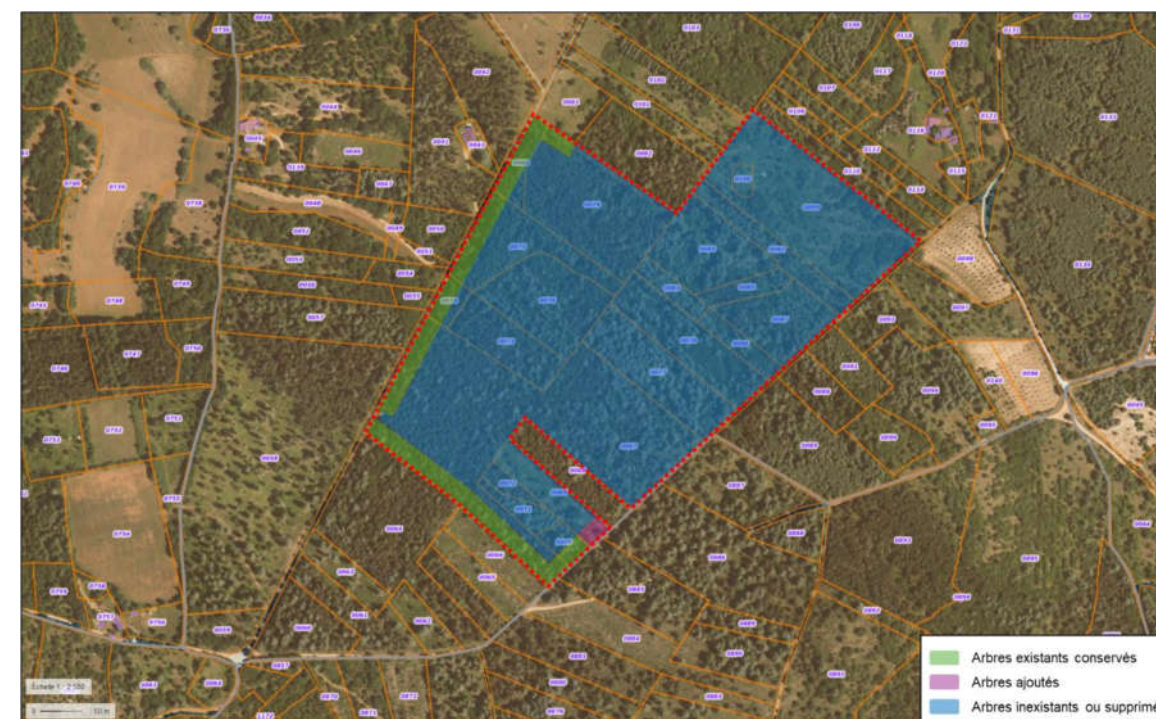
2. PRESENTATION DU PROJET :

a) Aménagement du terrain

Le projet consiste en la construction d'une centrale photovoltaïque au sol destinée à la production d'électricité d'origine renouvelable. Des locaux techniques (postes de transformation et livraison), une clôture, des pistes de circulation seront également installés sur le site.

De manière générale, la topographie actuelle du terrain sera maintenue. En effet, les structures fixées au sol suivront la topographie du site.

Une grande partie du terrain sera défrichée afin de permettre l'implantation de la centrale photovoltaïque. En revanche, une bande boisée d'une largeur de 20,0 m sera maintenue à l'ouest ainsi qu'au sud et sud-est du site afin de permettre de masquer le parc même en cas de coupe franche des résineux au Sud du site du projet. De plus, leurs feuillages persistants permettent un écran visuel continu tout au long de l'année. Une petite zone fera l'objet de plantation afin de renforcer cette bande boisée. Pour s'inscrire dans la continuité de l'existant, une plantation d'une quinzaine de sujets arborés résineux sera réalisée : essences présentes localement : sapin de Douglas (*Pseudotsuga menziesii*).



Des pistes internes seront aménagées dans le cadre de l'exploitation et de la maintenance des installations. Pour cela, un décapage de terre de faible profondeur (une dizaine de centimètre de profondeur) sera nécessaire. La perméabilité sera en revanche maintenue grâce à l'utilisation de matériaux adaptés. Ces pistes pourront

également servir aux services de lutte et de défense contre l'incendie.

Huit locaux techniques : 7 postes de transformation et 1 poste de livraison, seront installés sur le site. Deux citernes incendie (bâche souple) seront installées avec une capacité unitaire de 120 m³/h.

L'ensemble des ces opérations seront superficielles et ne dépasseront pas quelques dizaines de centimètres de profondeur.

Le projet intègre des mesures paysagères visant à éviter toute co-visibilité avec le patrimoine protégé de Saint-Cirq-Lapopie ainsi que les monuments historiques environnants. À la suite de la réalisation d'une analyse paysagère précise, le maintien d'une bande arborée sur les parties nord-ouest, ouest, sud et sud-est permet d'éviter à 100% les possibilités de co-visibilités, même en cas de coupe rase des parcelles voisines.

b) Implantation et volume

Pour la partie photovoltaïque, les modules sont installés sur des structures métalliques mobiles, formant un ensemble appelé « Tracker ».

Les trackers pourront absorber une variation de la topographie Nord-Sud allant jusqu'à une pente de 15%. Les modules, eux, seront pilotés par des automates afin de suivre la course du Soleil selon une orientation Est-Ouest. L'inclinaison variera de $\pm 55^\circ$.

L'emprise du projet sera d'environ 16,7 ha clôturé. Il y aura 27 960 modules, pour une puissance d'environ 19,3 MWc et une surface de captation (surface photovoltaïque) d'environ 8,7 ha.

Les trackers photovoltaïques seront conçues grâce à un modèle mono-pieux qui permet l'ajustement de l'inclinaison des panneaux. En plus des pieux, la structure sera rigidifiée par un tube métallique robuste d'environ 20 mm d'épaisseur afin de supporter le poids des modules et garantir une linéarité des trackers.

A l'horizontal, soit une inclinaison de 0° , la structure aura une hauteur de 2,6 m. Dans le cas d'une inclinaison maximum, soit $\pm 55^\circ$, le point bas sera de l'ordre de 0,7 m et le point haut allant jusqu'à 4,6 m de hauteur. La distance entre 2 rangées de structures sera quant à elle au minimum de 2,7 m.

Le fonctionnement de la centrale nécessite la mise en place de plusieurs installations techniques d'une surface totale d'environ 140 m² :

- 7 postes de transformation de 17,5 m² chacun ;
- 1 poste de livraison qui assurera la jonction entre le réseau d'Enedis et les protections de découplage. Il occupera une surface au sol de 17,5 m².

c) Traitement des constructions et clôtures

Afin d'éviter les risques inhérents à une installation électrique, il s'avère nécessaire de doter une installation photovoltaïque d'une clôture l'isolant du public. Le site du projet devra être clôturé par un grillage rigide de 2 m de hauteur. La clôture sera en acier galvanisé et respectera les contraintes des documents d'urbanisme de la commune.

Afin de favoriser la biodiversité locale et permettre le déplacement des espèces, des passages à faune seront positionnés au sein de la clôture. Un portail d'une largeur de 5 m, en acier galvanisé et fermé à clef en permanence, sera positionné à l'entrée du site, permettant d'y accéder depuis la route menant aux terrains.

Sur tout le pourtour du site, la clôture permettra de conserver le linéaire d'arbres existants. L'installation de la clôture formera un linéaire d'environ 2,1 km. L'enceinte du projet sera accessible par deux points d'entrée : un au Sud-ouest et un par le Nord-est. Les deux points d'entrée seront équipés d'un portail verrouillé de 5m de large.

Sur chacune de ces deux entrées une citerne d'eau pour la défense des forêts et de l'habitat contre l'incendie sera installée. Ces citernes seront cylindriques d'un diamètre de 9,0 m et d'une hauteur de 2,0 m, bardées en lames de bois afin d'assurer une meilleure insertion paysagère. Elles seront installées sur une plateforme terrassée (stabilisée et nivelée) sur un diamètre de 9,0m + 2,0m de chemin de ronde avec des matériaux drainant comme les pistes périphériques.

Exemple de citerne incendie cylindrique avec habillage bois :



d) Matériaux et couleur des constructions

Les clôtures seront constituées de panneaux grillagés rigides de couleur grise RAL (7047 ou 7035).

Le poste de livraison sera travaillé avec un bardage en pierres sèches de calcaire local en s'inspirant des cazelles



que l'on trouve sur les causses du Quercy. Une toiture bi-pente en tuiles plates sera également construite afin de se rapprocher du bâti vernaculaire. Ci-contre, un exemple de poste de livraison avec habillage en pierres sèches :

Les postes de transformation seront également de couleur grise (RAL 7047 ou 7035) rappelant celle du calcaire du causse de Gramat pour une meilleure intégration paysagère.

Les panneaux photovoltaïques seront de couleur bleu sombre. Les structures porteuses seront de couleur métallique.

Les voies de circulations seront réalisées avec des matériaux perméables et drainants (matériaux naturels) afin de ne pas créer de surfaces imperméabilisées.

e) Traitement des espaces libres

Une bande arborée (pins noirs et sapins Douglas existants) sera conservée à l'Ouest et Sud du projet. En effet, cela fait partie d'une mesure paysagère. La végétation entourant le site à l'extérieur de l'enceinte de la centrale seront conservés.

f) Accès

L'enceinte du projet sera accessible par deux points d'entrée : un localisé au Sud-ouest et un au Nord-est. L'entrée au Sud-ouest est accessible directement depuis la « Route des Placettes ». L'autre (celle du Nord-Est) sera accessible depuis le « Chemin de Saint-Cirq-Lapopie ».

L'accès à la centrale est aisé pour les engins de chantier et lors de la future exploitation puisque les accès sont pratiqués par des engins destinés à l'activité forestière. De légers aménagements pourront avoir lieu sur le chemin rural.

La centrale sera équipée d'espaces de circulation périphérique de 4,5 m de large nécessaire à la maintenance et permettant l'intervention des services de secours et de lutte contre l'incendie.

3. IMPACT DU PROJET SUR SON ENVIRONNEMENT :

Comme il est démontré dans l'étude d'impact sur l'environnement, que constitue la pièce 11 de la présente demande de permis de construire, la mise en place de la séquence Eviter / Réduire / Compenser permet finalement d'obtenir des impacts résiduels nuls à faibles.

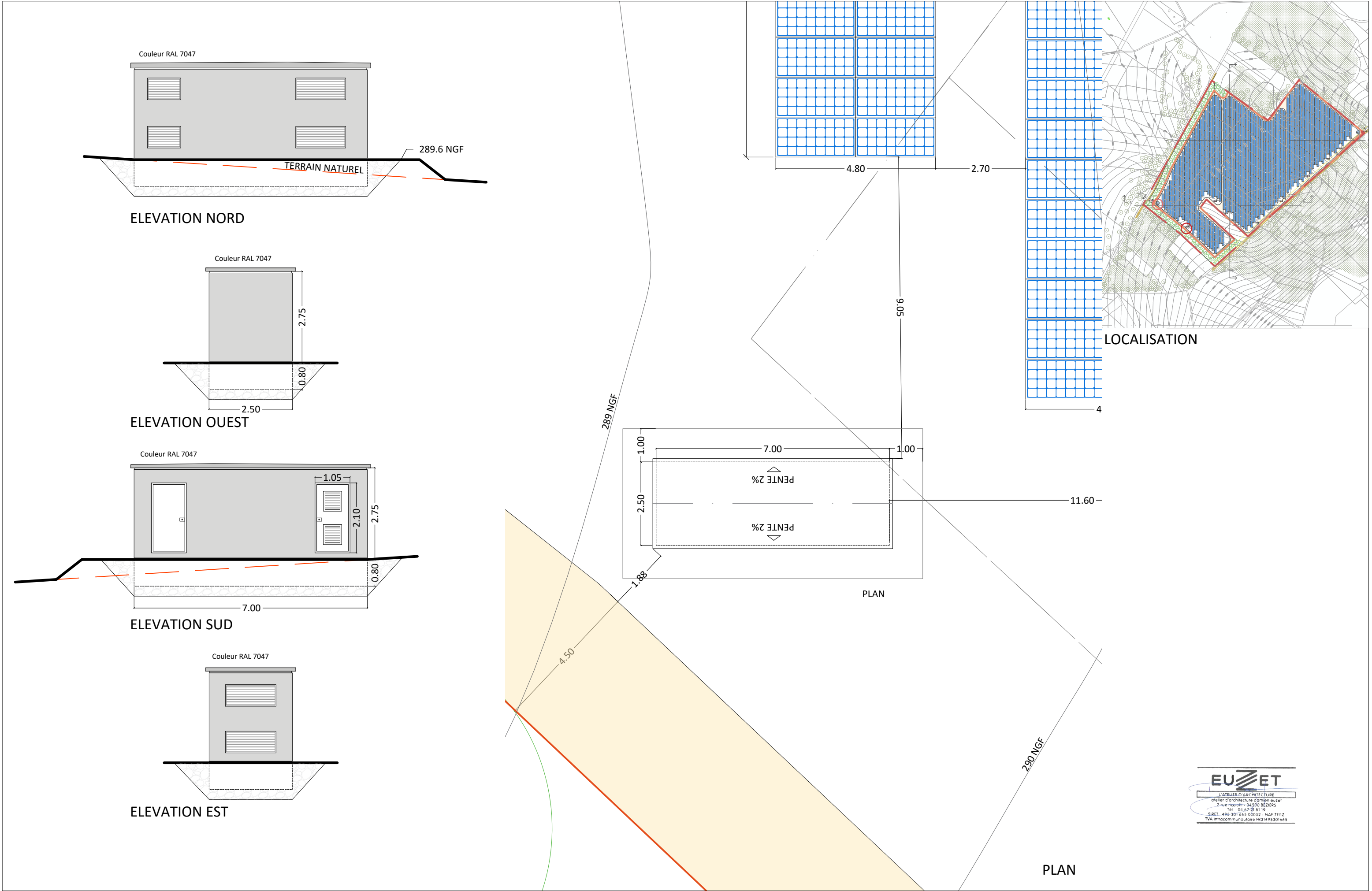
Les principales mesures consistent en :

- Evitement des pelouses sèches et semi-sèches basophiles présentant un enjeu modéré ;

- Evitement de toutes les stations d'espèces végétales à enjeu ;
- Evitement de l'ensemble des individus et habitats d'espèces de faune à enjeu ;
- Adaptation du calendrier des travaux afin de réduire le dérangement des oiseaux nicheurs ;
- Création et maintien d'un habitat favorable à l'accueil des espèces faunistiques et floristiques au sein du parc photovoltaïque ;
- Mise en place d'une assistance écologique pendant les travaux.



ANNEXE 5 : PC05 MODIFIEE

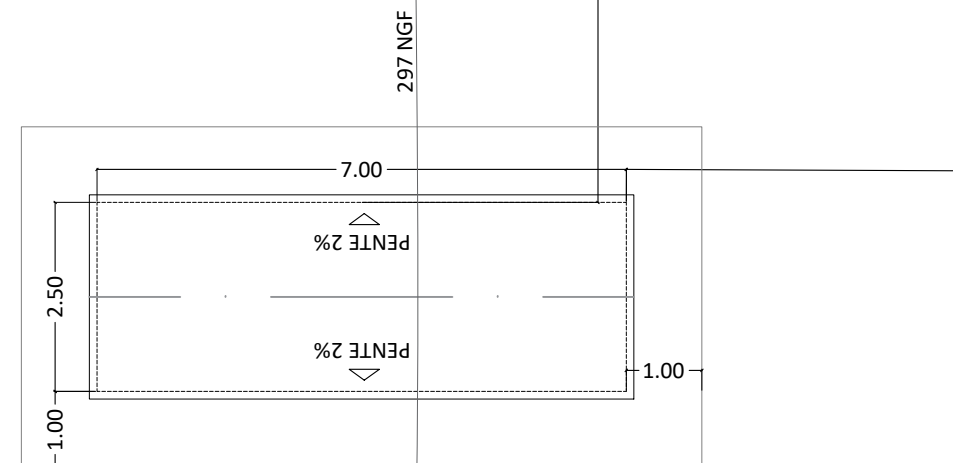
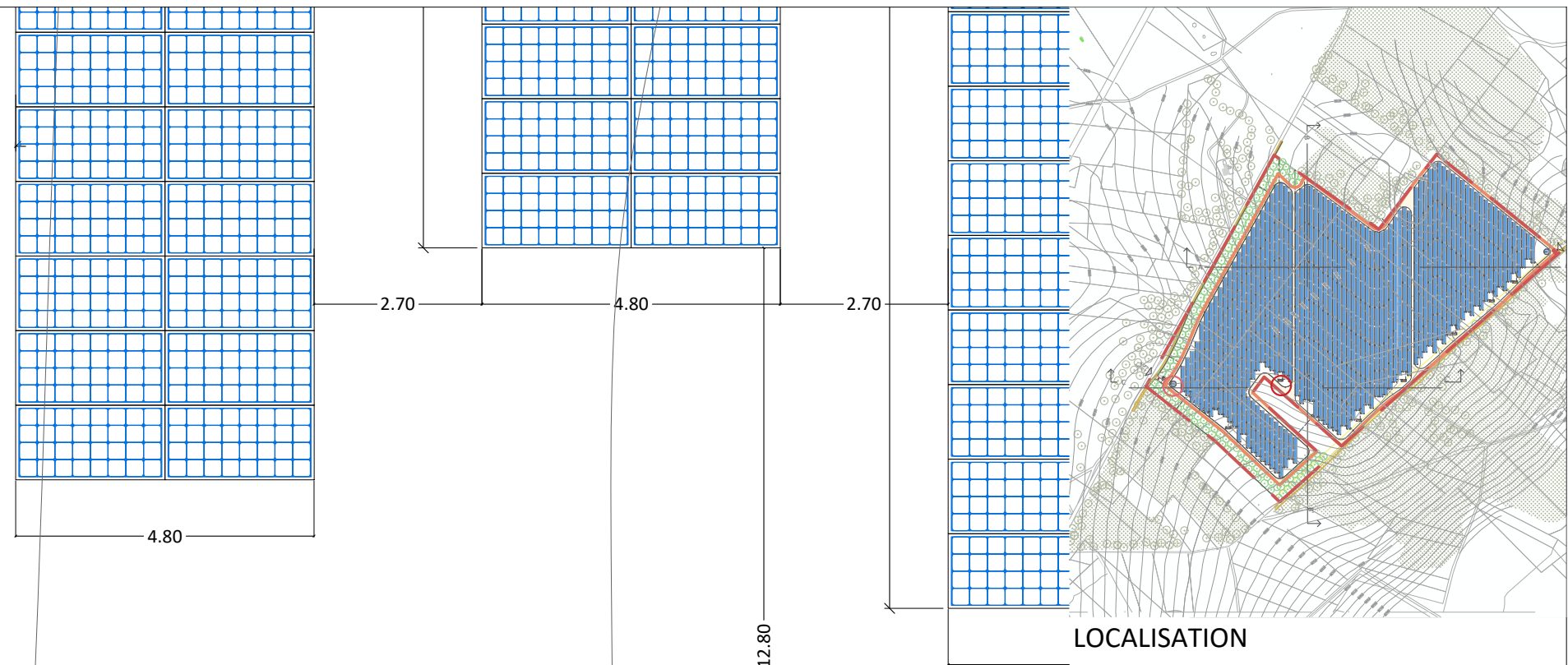


ELEVATION NORD

ELEVATION QUEST

ELEVATION SUD

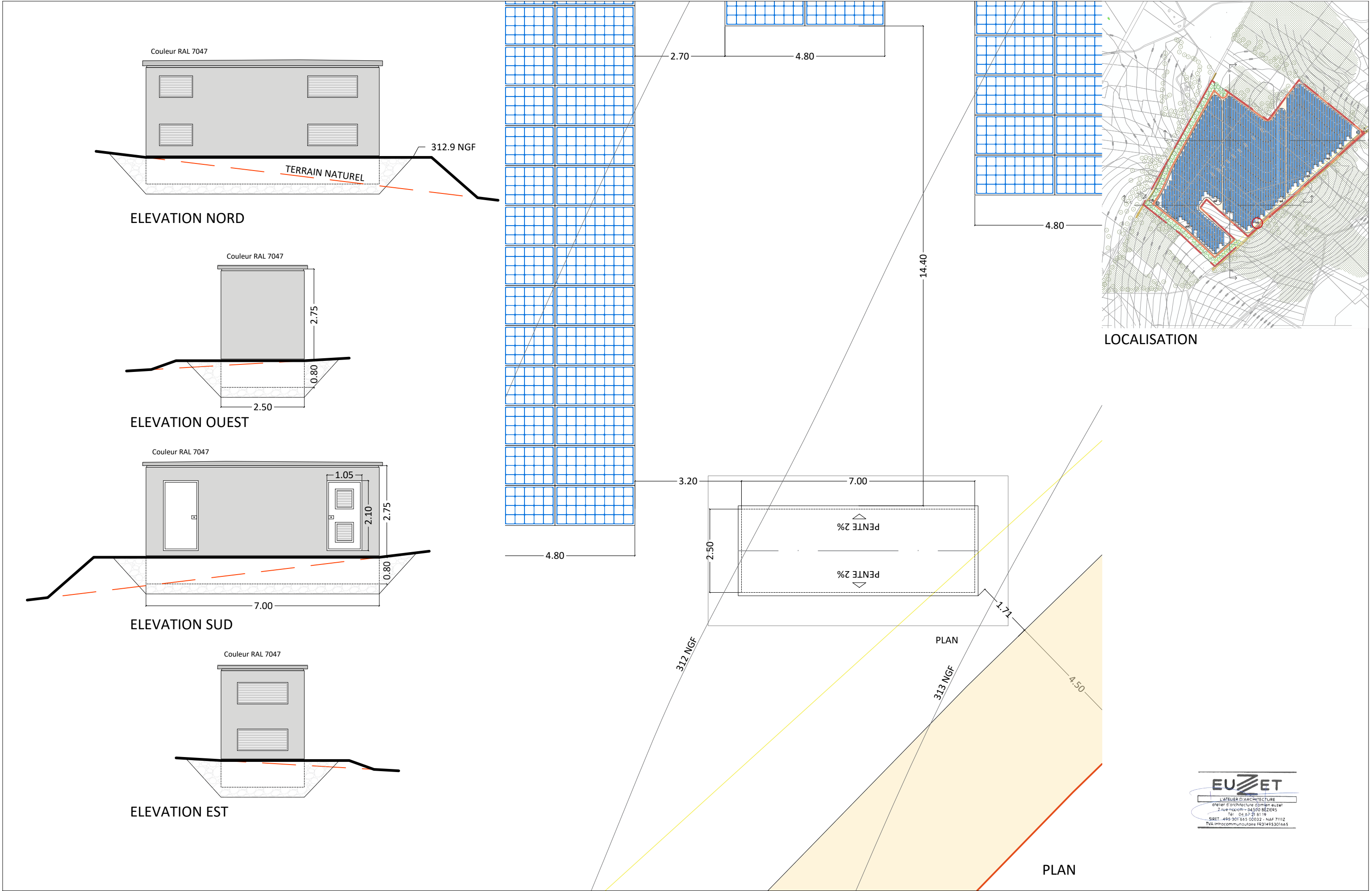
ELEVATION EST

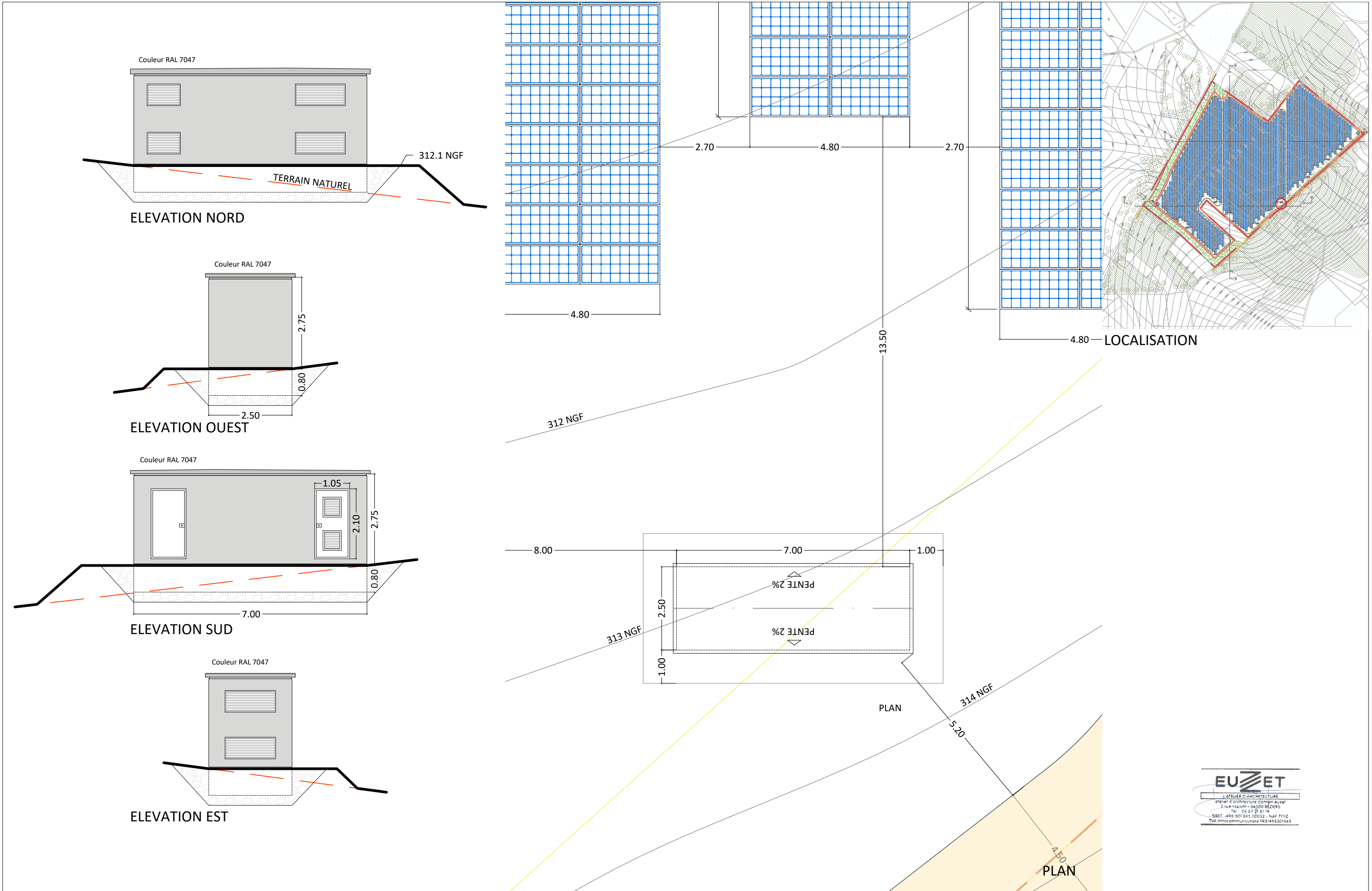


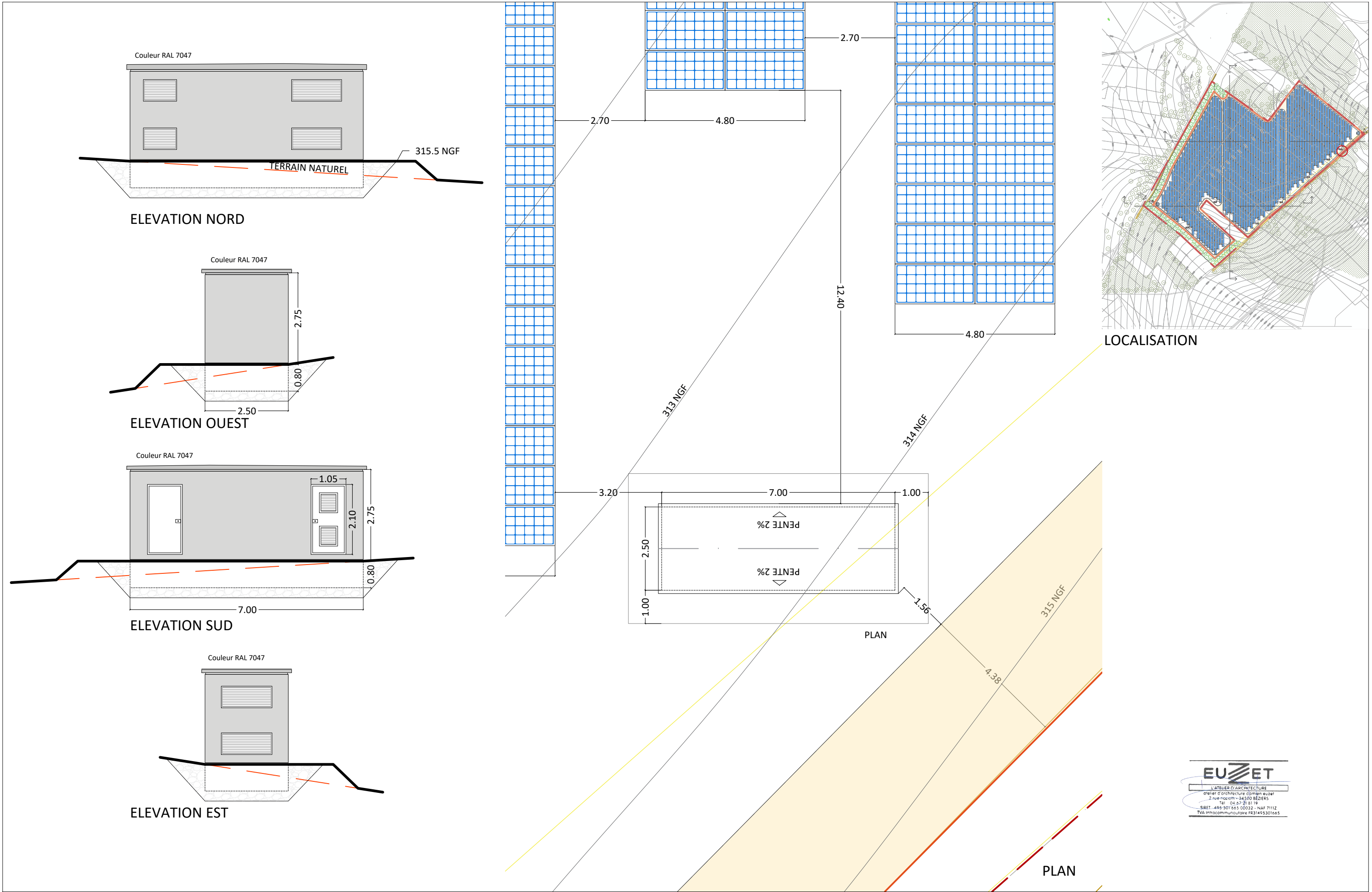
PLAN

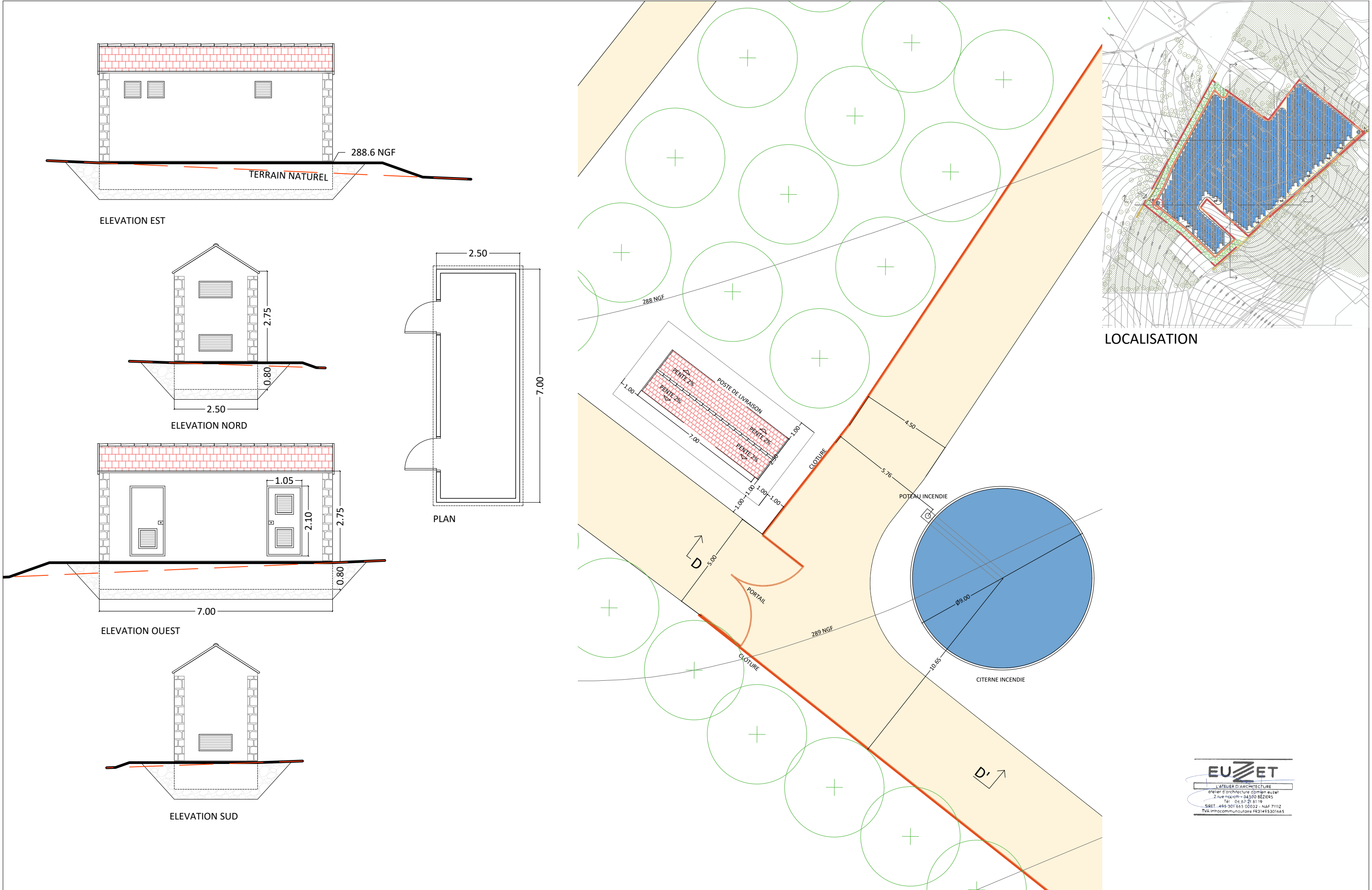


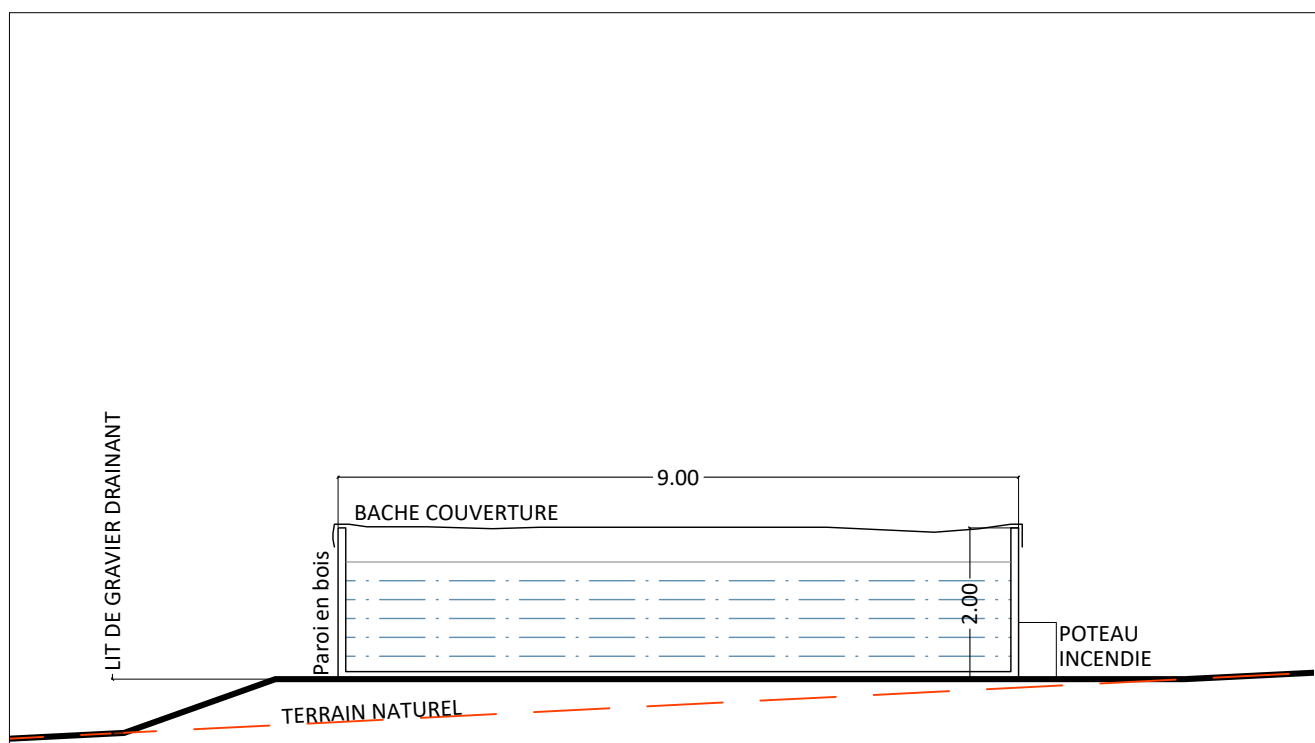
PLAN



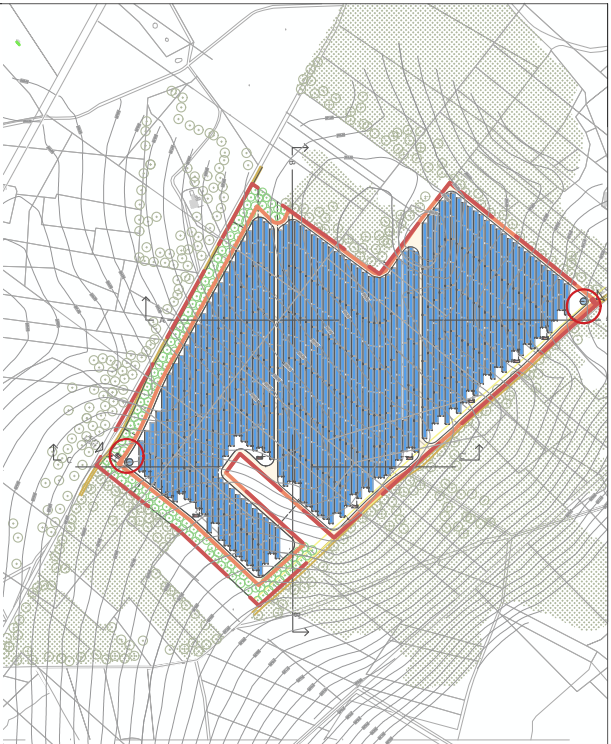
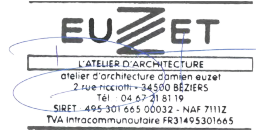
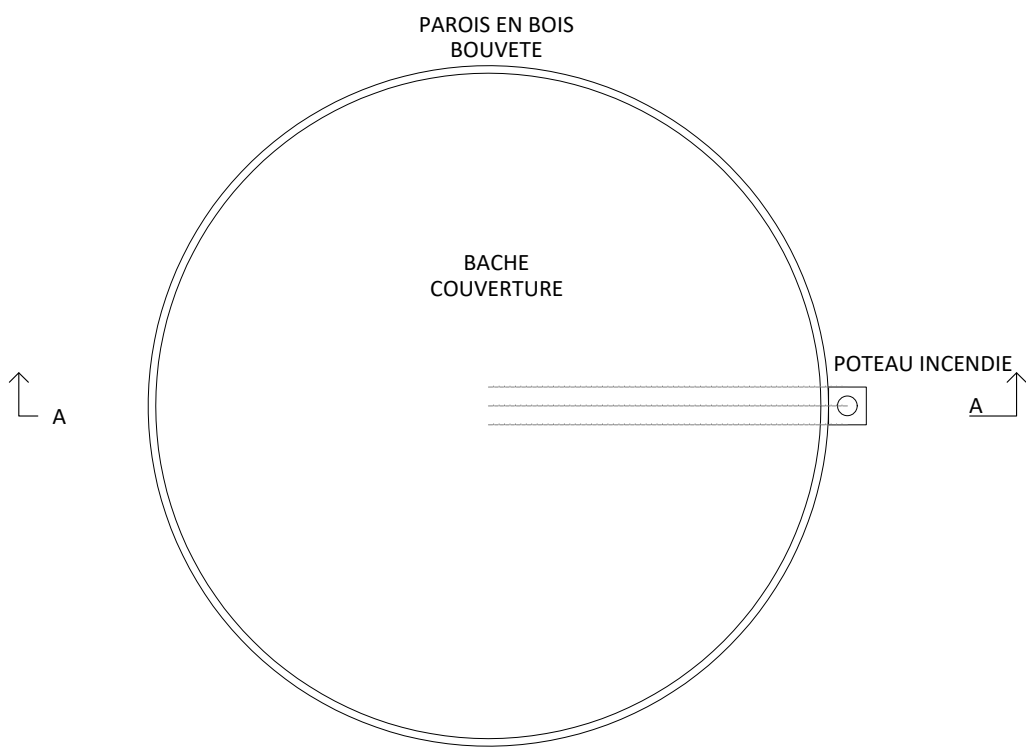








COUPE FF (COUPE DE PRINCIPE)



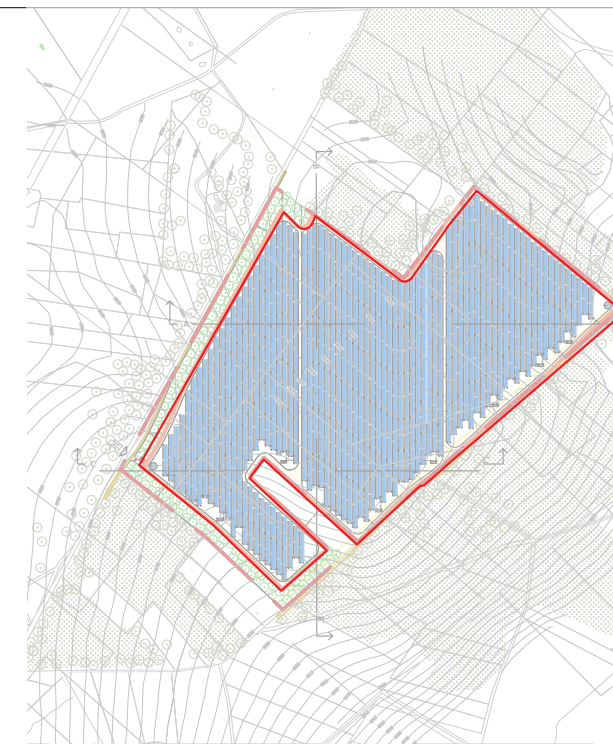
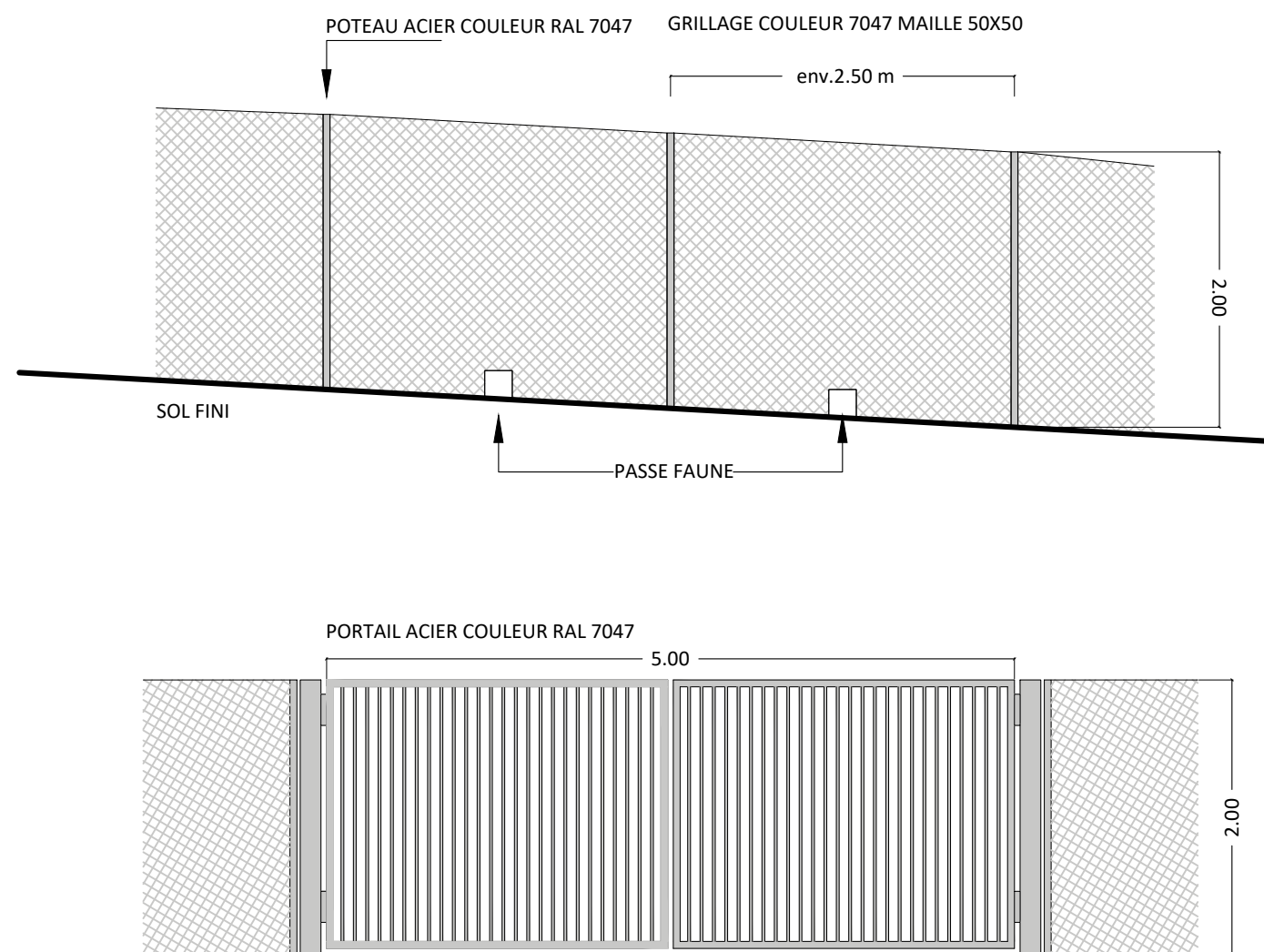
LOCALISATION

CAPACITE : 120 m3

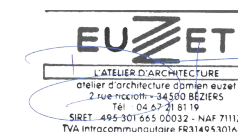
DIMENSIONS :
DIAMETRE 9m
HAUTEUR 2 m
ASPECT EXTERIEUR : Lames
bouvetees en bois de pin



IMAGE DE REFERENCE



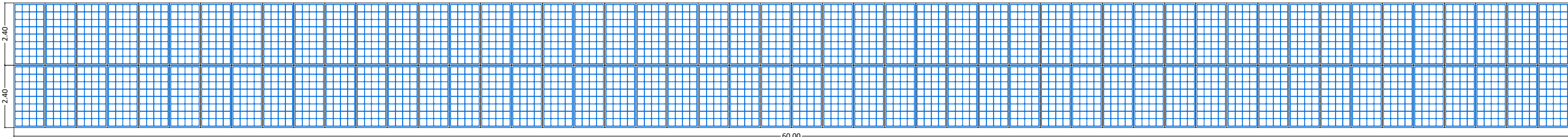
LOCALISATION



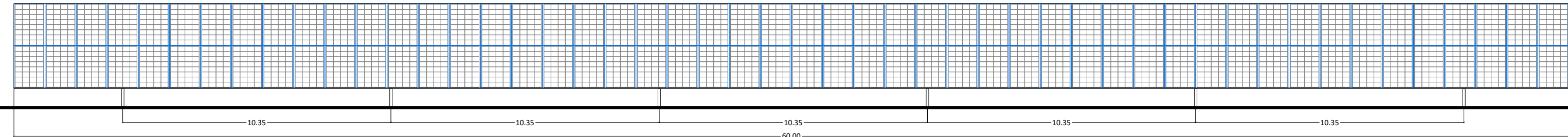
Centrale PV au sol - Tour-de-faure
TS001TOUR
éch : 1 / 50°

PC5

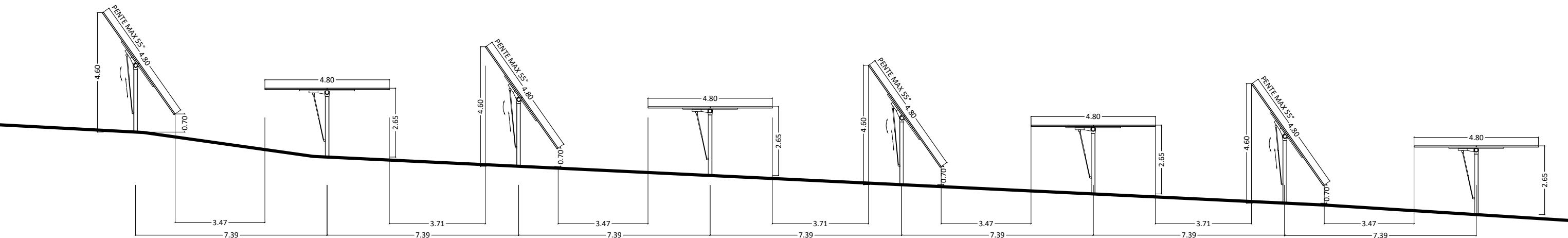
Détails clôture et portail



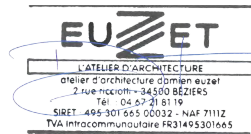
PLAN



ELEVATION FRONTALE



ELEVATION DE PROFIL



Détails tracker

ATELIER D'ARCHITECTURE DAMIEN EUZET - 2 rue Ricciotti 34 500 BEZIERS - tel : 04 67 21 81 19 - mail : secretariat@aade-architectes.fr

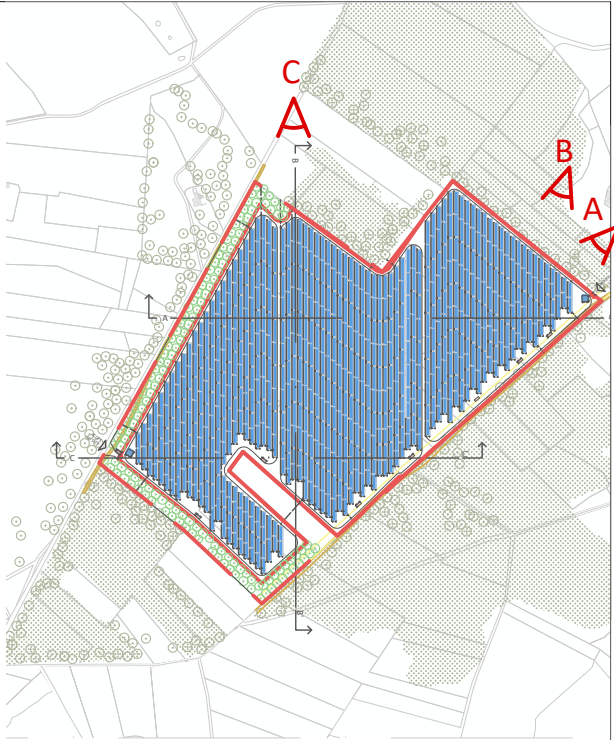
Centrale PV au sol - Tour-de-faure

TS001TOUR

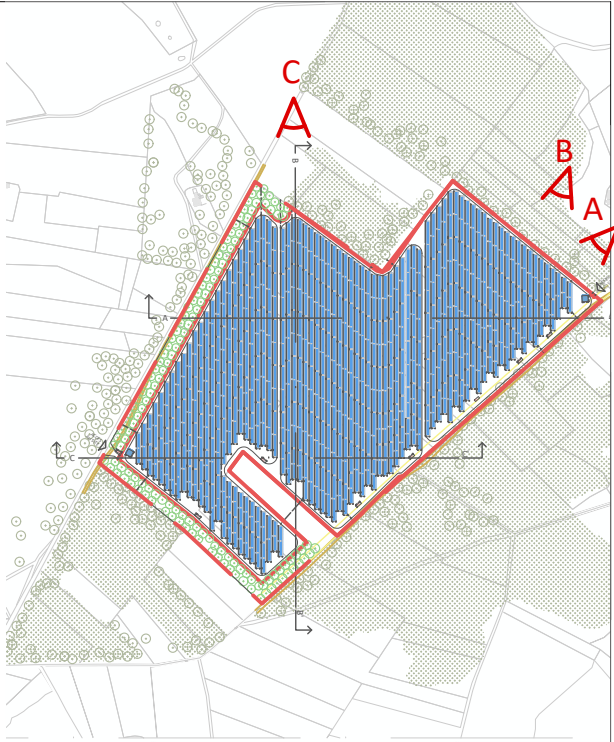
éch : 1 / 150°

PC5

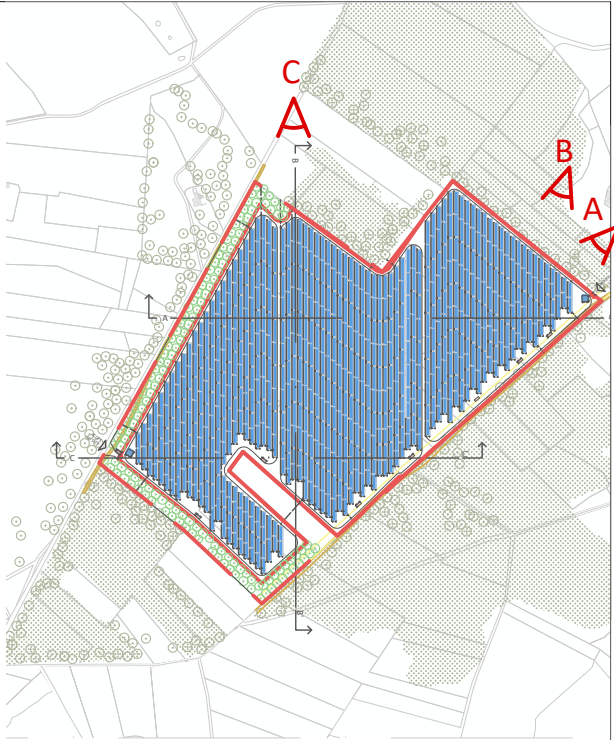
ANNEXE 6 : PC06-07-08 MODIFIEE



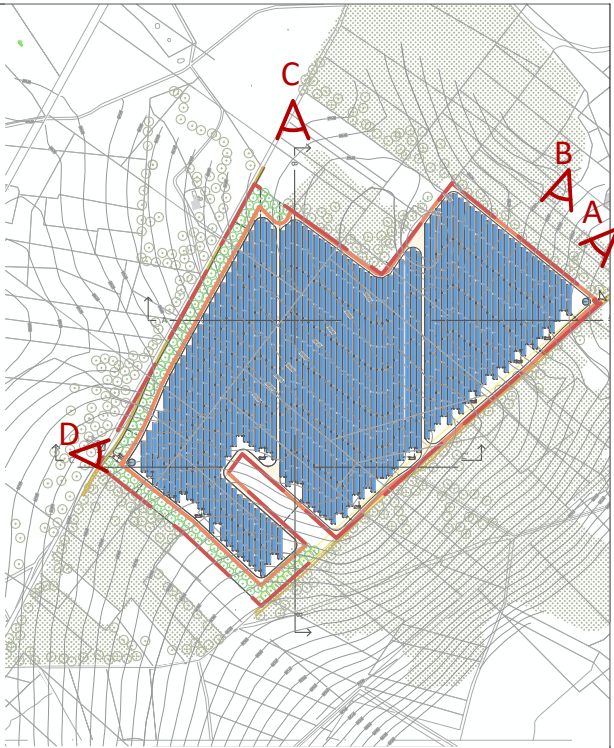
VUE A



VUE B



VUE C



VUE D
existant



VUE D
projetée

